

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 60
JEUDI 14 MAI 1970

- ÉTROITEMENT UNI A SES FRÈRES VIETNAMIEN, LAO ET CHINOIS
- SOUTENU PAR LES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

LE PEUPLE KHMER VAINCRA !



DANS UNE IMPASSE (dessin coréen)

Action de masse ou guévarisme ?

Hitler voulut mieux asseoir l'autorité de son jeune gouvernement. Il entreprit de terrifier une opinion publique déjà bien conditionnée, pour qu'elle reconnût en lui un gage de sécurité, un suprême recours dans la panique : il pourrait ensuite obtenir son adhésion à tout ce qu'il ferait. Il incendia le Reichstag puis hurla : « au feu ! » et déclencha la répression contre ses seuls ennemis dangereux : les représentants de la classe ouvrière, les communistes. La recette peut resservir : le gouvernement français et la presse pourrie ne parlent que d'attentats et de sabotages, de vitrines brisées et d'explosions.

Il est une différence : le pouvoir n'utilise pas toujours directement ses agents, tout au plus en infiltre-t-il quelques-uns dans des groupes qui se veulent révolutionnaires. Dans certaines couches, la colère, une juste colère, est telle que, l'impatience petite-bourgeoise aidant, elle éclate en actes irréfléchis. La révolte n'est pas la révolution, elle peut la préparer ; elle peut, bien exploitée par l'ennemi, mal comprise par les masses qu'elle détourne, la retarder. L'action violente doit succéder au travail politique, non s'y substituer.

Aux militants de base des groupes gauchistes, nous dirons : « Camarades, ouvrez les yeux. Ne tombez pas dans les pièges du pouvoir que vous désirez pourtant combattre. Ne faites pas la joie des révisionnistes : ne leur rendez pas justice en donnant aux masses une fausse image de la pensée-maotsétoung dont vous vous réclamez mais que vous n'avez pas comprise. Si la répression s'abat sur vous, nous vous défendrons : en dernière analyse, vous êtes, dans vos erreurs mêmes, victimes de la bourgeoisie et du révisionnisme. Nous ne doutons pas de votre sincérité, nous reconnaissons votre détermination et votre courage : utilisez-les plus judicieusement ! »

PREMIER MAI A TIRANA

La journée internationale de lutte des travailleurs donne lieu chaque année, en République Populaire d'Albanie à de grandes manifestations au cours desquelles le Parti, les syndicats et le peuple passent en revue leurs propres forces. Bien entendu, c'est aussi l'occasion de mettre concrètement en relief l'attachement de nos camarades albanais à l'internationalisme prolétarien.

Le 1^{er} mai 1970 n'a pas manqué à ces justes traditions socialistes. Sur l'invitation du Conseil Central des syndicats albanais, de nombreuses délégations de travailleurs révolutionnaires se sont rendues à Tirana, ont assisté au puissant défilé du premier mai, ont ensuite visité les plus grandes villes et les principales réalisations du peuple albanais, qui compte aujourd'hui 400 000 ouvriers, contre 25 000 en 1945.

Parmi ces délégations, citons entre autres : celle des ouvriers de la République Populaire de Chine, conduite par Wang Hung-wen, membre du Comité Central du Parti communiste chinois, des délégations des syndicats des ouvriers de Syrie, de Palestine, de Guinée, du Maroc, d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Irak, de Roumanie, du Sud-Vietnam, du Congo, etc...

LA DELEGATION FRANÇAISE

L'Agence télégraphique albanaise a annoncé, le 29 avril, l'arrivée à Tirana des militants syndicalistes révolutionnaires de France conduite par Jacques DELRUE. Précisons que ce dernier, ouvrier du bâtiment, est un de nos camarades. Il jouit d'une riche expérience des luttes ouvrières sur les chantiers du bâtiment, où il est particulièrement lié avec les travailleurs immigrés.

UNE DELEGATION DE FEMMES ALGERIENNES

A l'invitation de la Présidence du Conseil général de l'Union des femmes d'Albanie, est également arrivée à Tirana une délégation de l'Union Nationale des femmes algériennes, conduite par MEKKI Houria, Secrétaire générale, et BELAID Zuliha, membre du Conseil de l'U.N.F.A. Cette délégation a notamment été reçue par Vita KAPO, Présidente de l'Union des Femmes d'Albanie. La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère cordiale et amicale.

LA FABRIQUE DE NITRATE D'AMMONIUM DE FIERI PORTERA DESORMAIS LE NOM VALEUREUX DE GOGO NUSHI

Le 1^{er} mai, les journaux albanais ont annoncé que le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie et le Conseil des Ministres de la République Populaire d'Albanie, ont décidé de donner le nom de Gogo NUSHI à la fabrique de nitrate d'ammonium (engrais pour l'agriculture) de FIERI.

Cette mesure a pour objet d'honorer et d'éterniser le nom et l'œuvre du camarade Gogo NUSHI, ancien membre du Bureau politique du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, vice-président du Présidium de l'assemblée populaire de la République Populaire d'Albanie, président du Conseil Central des syndicats albanais et vice-président du Front démocratique d'Albanie.

Nous rappelons que Gogo NUSHI avait fait ses premières armes de militants communiste en France, dans la région de Lyon.

MISE AU POINT

Sous le titre **Que faire ?** une revue luxueuse vient d'être lancée par un groupe de militants réformistes, révisionnistes et trotskystes de toutes chapelles.

A sa sollicitation de répondre à quatre questions au sujet du P.« C. » F., nous n'avons réservé aucune suite.

Mais certaines phrases ambiguës pourraient laisser penser le contraire (« Nous regrettons en particulier de n'avoir pu avoir en temps utile la réponse d'un camarade d'« H.R. »), ainsi qu'un pavé publicitaire en notre faveur

que nous n'avons jamais ni sollicité ni accepté puisqu'il a été décidé à notre insu.

Nous précisons donc que « L'Humanité Rouge » n'a rien à voir ni de près ni de loin avec **Que faire ?**, nouvelle tribune destinée à accroître la confusion idéologique, à se faire le réceptacle de ragots sur la base d'une véritable hystérie anti-stalinienne.

L'Humanité Rouge n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais anti-communiste, tout au contraire. Elle est anti-révisionniste, ce qui est tout différent.

LA POLICE AUX N.P.P.

Paris, le 11 mai 1970.

Des policiers munis de mandats se sont présentés ce matin, et sont restés toute la matinée dans les locaux de l'imprimerie (bureaux et ateliers) des Nouvelles Presses Parisiennes qui a déjà imprimé le journal « LA CAUSE DU PEUPLE ».

Ce journal ayant fait l'objet de plusieurs saisies, la police désirerait connaître en fait le contenu du prochain numéro avant sa parution au lieu d'attendre pour le saisir

son dépôt légal après la parution. Le personnel des N.P.P. s'élève contre de telles atteintes à la liberté d'expression, contre de telles manœuvres d'intimidation auprès d'un imprimeur.

(Les policiers ont même vérifié l'identité d'un coursier dans les bureaux).

En conséquence, le personnel des N.P.P. entend réagir avec fermeté contre toute nouvelle intrusion de la police portant atteinte à la liberté d'expression.

Communiqué à l'A.F.P.

FAITES CONNAITRE LE MARXISME-LÉNINISME

- | | | | |
|--|--------|---|--------|
| — vers l'effondrement total de l'impérialisme | 1,50 F | — J. JURQUET : le printemps révolutionnaire de Mai 68 | 3,00 F |
| — STALINE : le fleuve s'est mis en marche | 2,50 F | — unification des marxistes-léninistes et lutte de classes (extraits de « L'Humanité Nouvelle » et d'autres documents marxistes-léninistes (novembre 63 - Mai 68) | 3,00 F |
| — LENINE : sur le parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau | 2,50 F | — rapport politique du camarade Jacques Jurquet au 1 ^{er} Congrès du P.C.M.L.F. (décembre 1967) | 1,00 F |
| — LENINE : sur la lutte contre le révisionnisme | 2,50 F | | |
| — histoire du P.C. (b), les 8 fascicules | 6,00 F | | |

PROCÈS DE L'H. R. :

LA JUSTICE BOURGEOISE DÉSARÇONNÉE !

Le procès en diffamation, injures publiques, pour H.R., et en diffamation, injures publiques, vol et recel pour nos camarades de Nancy, qui a eu lieu à Nancy vendredi 8 mai 1970, en présence d'une vingtaine de nos camarades et sympathisants, a été pour la justice bourgeoise un procès politique, que nous relaterons la semaine prochaine et qui a mis en échec sur toute la ligne, grâce à l'unité des inculpés, la justice qui entendait en faire un simple procès de droit commun.

Ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que grâce à la grande unité des « 4 inculpés », et à leur ferme détermination d'en faire le procès de la société bourgeoise capitaliste, grâce aux arguments irréfutables avancés, grâce aux preuves apportées, grâce à la déclaration politique faite par les « 4 inculpés » dénonçant la société capitaliste et ses valets : patrons exploités et buveurs de sang. Grâce à la défense vigoureuse de maître Leclerc, le Tribunal, désarçonné par une telle vigueur dans le contenu politique et dans les preuves apportées, a dû reporter son jugement à 3 semaines (il lui faut bien ce temps là pour s'en remettre). Camarades, faisons toujours des procès que la bourgeoisie nous impose des procès politiques qui, bien menés, désarçonnent l'ennemi.

OSONS LUTTER POUR VAINCRE !
A BAS LA JUSTICE BOURGEOISE !
VIVE LA JUSTICE POPULAIRE !

(à suivre)

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



| Heures de Paris | Long. d'onde en m. |
|-----------------|-----------------------|
| 6 h | |
| 16 h | |
| 17 h | sur 31 et 42 m ; |
| 19 h | |
| 21 h | |
| 22 h | sur 31, 42 et 215 m ; |
| 23 h 30 | sur 31 et 41 m. |

PÉKIN

| Heures de Paris | Long. d'onde en m. |
|----------------------|-------------------------|
| 19 h 30 - 20 h 30 .. | sur 45,7 ; 42,5 ; |
| 20 h 30 - 21 h 30 .. | sur 45,7 ; 42,5 ; |
| 21 h 30 - 22 h 30 .. | sur 42,5 ; 45,7 ; |
| 22 h 30 - 23 h 30 .. | sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9. |

En avant vers les 15 millions

| | | |
|---|-----------------------|--------------|
| Total précédent : | | 129.970,30 F |
| Un vétéran P.« C. » F. | Athis-Mons | 100 F |
| Un couple de travailleurs | Noisy-le-Sec | 30 F |
| D.M. | Compiègne | 60 F |
| P.P. | Le Puy | 10 F |
| C.D.H.R. | Orsay | 500 F |
| Camarades ouvriers-étudiants | Montpellier | 60 F |
| Un camarade contre les liquidateurs de l'H.R. | Montpellier | 50 F |
| C.D.H.R. | Toulouse | 15 F |
| P.C. | Clermont | 15 F |
| C.D.H.R. | Montpellier | 60 F |
| C.D.H.R. Ho Chi-Minh | Région de Brunoy | 100 F |
| Un lecteur | Brunoy | 2,50 F |
| C.D.H.R. | Paris-12 ^e | 10 F |
| S.L. | Folschviller | 50,10 F |
| Total : | | 131.032,90 F |

SECOURS ROUGE

| | | |
|---|----------------|------------|
| Total précédent : | | 3.598,85 F |
| Anonyme | | 20 F |
| Un couple de travailleurs | Noisy-le-Sec | 20 F |
| Meeting sur la Chine Rouge | Clermont | 254 F |
| V.S. | Bourg-d'Oisans | 20 F |
| Un ouvrier du bâtiment | Montpellier | 5 F |
| C.D.H.R. | Toulouse | 15 F |
| Un militant M.-L. | Nancy | 15 F |
| Pour les 5 M.-L. qui ont été emprisonnés | Aix-les-Bains | 25 F |
| Total : | | 3.972,85 F |
| Soutien versé au camarade Zeitindjoglou emprisonné à Nice | | 200 F |
| Solde : | | 3.772,85 F |

ÉDITORIAL**SOUTIEN ABSOLU A LA GUERRE DES PEUPLES
D'INDOCHINE CONTRE L'AGRESSION U.S. !**

En s'attaquant au paisible peuple cambodgien, l'impérialisme U.S. vient une nouvelle fois de soulever une pierre qui lui retombe lourdement sur les pieds. Quelques chiffres permettent d'en juger : en un peu plus d'un mois de combats, près de trente bataillons des forces armées du fantoche Lon Nol ont été décimés ou anéantis, des milliers de soldats ont rejoint les rangs des khmers rouges, des unités de guerrilleros ont été constituées un peu partout, de nombreuses zones ont été libérées, des comités régionaux y ont été établis, bref, le soulèvement du peuple khmer contre le régime fantoche mis en place par la C.I.A., prend des proportions considérables et accumule les victoires. Quant à la seconde étape de l'agression, l'invasion des régions frontalières du Vietnam par les forces conjointes de l'armée U.S. et des fantoches sud-vietnamiens, rendue nécessaire par les difficultés grandissantes du gouvernement Lon Nol - Sirik Matak, elle s'enlise lentement mais sûrement dans les marais du Cambodge et de la guerre populaire.

POURQUOI CETTE NOUVELLE AGRESSION ?

La politique du président Nixon de « vietnamisation » de la guerre se solde par un échec lamentable : au Vietnam, dans toutes les zones où les soldats yankees ont été remplacés par les troupes fantoches, celles-ci ont été rapidement décimées par l'armée populaire de Libération du Sud-Vietnam ou sont passées purement et simplement dans l'autre camp. Devant ces échecs répétés, l'impérialisme U.S. soumis à des difficultés économiques de plus en plus grandes et n'abandonnant pas son projet d'établir coûte que coûte un « cordon sanitaire » autour de la Chine socialiste, bien loin de tirer la leçon de ces défaites multiples et de comprendre que son appareil militaire, aussi puissant soit-il, n'empêcherait jamais les peuples du Sud-Est asiatique de se libérer du joug impérialiste, a tout simplement décidé de modifier sa tactique en s'attaquant aux « sanctuaires » du F.N.L. qui seraient établis dans les régions frontalières du Cambodge. Pour cela, il a fomenté un coup d'Etat contre le gouvernement légitime du prince Norodom Sihanouk remplacé aujourd'hui par la clique Lon Nol-Sirik Matak, avec l'espoir que cela lui permettrait de prendre en sandwich les forces révolutionnaires entre Phnom-Penh et Saïgon.

D'UNE IMPASSE A UNE AUTRE

Malheureusement pour lui, Nixon avait compté sans la rapidité du peuple khmer à réagir devant cette honteuse machination ; le gouvernement fantoche s'est très vite trouvé devant une situation qu'il était incapable de maîtriser et au bout d'un mois d'échecs continus, il a dû faire appel à l'aide étrangère. Chacune des manœuvres de l'impérialisme a finalement l'effet inverse de celui escompté : Nixon voulait briser la résistance du peuple sud-vietnamien, le voici maintenant aux prises avec une puissante guerre populaire au Cambodge. Lon Nol voulait briser l'unité des peuples vietnamiens et khmers en développant le racisme, le voici maintenant confronté à une unité de combat sans précédent entre Khmers et Vietnamiens. Nixon voulait inféoder les forces neutralistes à l'impérialisme U.S., les voici maintenant massivement ralliés au Front Uni National du prince Norodom Sihanouk.

EN INDOCHINE COMME AILLEURS, IL N'Y A PAS DE 3^e VOIE

L'effet le plus apparent de cette nouvelle agression, c'est la radicalisation des diverses forces existant dans cette région. Une fois de plus, mais cette fois de manière encore plus évidente, la nature agressive de l'impérialisme U.S. apparaît de façon frappante : chacun peut s'apercevoir qu'il est dans la nature-même de l'impérialisme U.S. de semer la mort et la désolation, de lancer des bombes à billes et du napalm sur les populations civiles, de brûler les villages et

de tuer autant qu'il peut. Comment croire, dans ces conditions, qu'il est possible d'être « neutre », qu'on peut demander la paix sans avoir d'abord vaincu l'agression ? Comment croire à la « coexistence pacifique » khrouchevienne avec l'impérialisme barbare, à « un monde sans armes et sans guerre » tant que l'impérialisme yankee n'aura pas été anéanti ?

Les révisionnistes russes qui continuent de fournir des armes aux fascistes indonésiens appelés à l'aide par la clique Lon Nol - Sirik Matak, peuvent toujours proposer une nouvelle « Conférence de Genève » (refusée d'ailleurs par les Vietnamiens)... aller frapper à la porte des impérialistes yankees pour « discuter » et « négocier », continuer, à Vienne, à s'asseoir à la même table que ces bandits (alors même que les Vietnamiens ont refusé de participer à la dernière séance de la Conférence de Paris) ; ils peuvent continuer leurs manœuvres de coulisses tout en faisant de grands discours sur la « folie » de l'agression U.S. ; mais chaque jour qui passe, chaque combat qui se mène, les démasquent un peu plus aux yeux des peuples. Le resserrement des liens d'amitié entre les peuples d'Indochine et la grande Chine socialiste devient inévitable dans cette période où l'on peut juger sur pièces pour savoir qui sont les ennemis conséquents de l'impérialisme et les alliés des peuples en lutte et qui sont ceux qui parlent beaucoup mais ne perdent pas une occasion de trahir la cause des peuples révolutionnaires.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Mais la pierre qui retombe sur les bottes yankees au Cambodge, rebondit jusqu'aux Etats-Unis eux-mêmes ; les universités se mettent en grève, les manifestations se multiplient, un gigantesque mouvement de protestation populaire s'enclenche. Nouvelle maladresse de Nixon : il fait tuer des étudiants, ce qui renforce encore la colère des masses contre cette sale guerre. Comment en effet les jeunes américains pourraient-ils croire sérieusement qu'il suffira de sept semaines d'agression au Cambodge pour battre la guerre du peuple ? Cinq ans de défaites des troupes yankees leur ont en effet appris qu'aucune machine de guerre, si terrible soit-elle, ne peut vaincre la résistance d'un peuple qui se bat pour sa libération sous la direction clairvoyante d'une organisation révolutionnaire appliquant les principes du marxisme-léninisme. Voici donc Nixon confronté à cette énorme réprobation populaire qu'il ne maîtrise pas, le voici en train de faire des ronds-de-jambes à ces étudiants qu'il injurait quelques jours auparavant, voici l'impérialisme U.S. dans la pire des situations qu'il ait connue !

**A LA JUSTE LUTTE
DES PEUPLES D'INDOCHINE**

L'impérialisme français dont les intérêts (au Cambodge notamment) sont contradictoires avec ceux de l'impérialisme U.S., désapprouve la nouvelle agression américaine. Quant aux dirigeants du P. « C. » F. qui ont en mémoire tous les désagréments que leur a causé leur lâche attitude au début de la guerre du Vietnam, font mine de prendre les devants dans le soutien au peuple cambodgien, tout en faisant d'ailleurs de grands discours sur la « paix » présentée comme valeur

suprême. Ne nous y trompons pas : les uns et les autres ne veulent pas la victoire des peuples d'Indochine et ne cherchent en fait qu'à préserver, pour les uns, leurs intérêts économiques menacés, pour les autres, leur prestige politique ébranlé. A nous donc, anti-impérialistes conséquents, de lancer un grand mouvement de soutien à la guerre des peuples du Cambodge, du Vietnam et du Laos, de faire comprendre aux masses l'inévitabilité de la victoire de la guerre populaire et de démasquer les discours hypocrites sur la « paix » qui ne visent en fait qu'à masquer la nature agressive et anti-populaire de l'impérialisme. A nous enfin marxistes-léninistes, de démasquer les faux communistes du P. « C. » F. au travers de notre soutien résolu aux peuples d'Indochine et de la dénonciation systématique de chaque trahison concrète des révisionnistes de Moscou ou de Paris. La situation est excellente pour la pénétration des idées révolutionnaires.

LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT !**INTENSIFIONS EN FRANCE NOTRE SOUTIEN****PARIS : MANIFESTATION DE SOUTIEN
AUX PEUPLES D'INDOCHINE.**

Samedi en fin d'après-midi, près d'un millier de personnes ont manifesté dans les rues de Paris leur soutien sans réserves aux peuples d'Indochine.

Le cortège s'est formé à 17 h 30 dans le 15^e arrondissement et a ensuite défilé pendant plus d'une demi-heure au travers des rues les plus populaires de ce quartier, suivant ainsi un itinéraire pratiquement identique à celui de la manifestation que les marxistes-léninistes avaient organisé le 1^{er} mai.

La population, très nombreuse à cette heure dans les rues commerçantes, se massait sur le parcours pour voir défilé le long cortège surmonté de drapeaux vietnamiens et de grandes banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Yankees nazis hors d'Indochine », « A bas l'impérialisme U.S. », « Front uni anti-impérialiste », « Nouveaux accords de Genève : Trahison ». Scandant des mots d'ordre de soutien à la guerre populaire, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, les manifestants étaient fréquemment applaudis par les gens du quartier qui lisaient attentivement les tracts que leur distribuaient de jeunes militants communistes. De nombreux numéros de l'« Humanité-Rouge » et de « Front-Uni » furent d'ailleurs diffusés tout au long de la manifestation.

Le défilé se termina à 18 h sur un bref meeting tenu au milieu de la place du Commerce entre les étalages du marché. La place était noire de monde et de nombreuses discussions s'engagèrent avec les travailleurs du quartier. Enfin, ce fut l'Internationale chantée par des centaines de voix qui clôtura la manifestation. Et lorsque les C.R.S. (deux cars) arrivèrent sur les lieux, la dispersion était faite depuis longtemps. Le succès de cette manifestation de propagande dans un quartier populaire doit inciter les marxistes-léninistes et tous les anti-impérialistes à redoubler d'efforts pour intensifier leur soutien aux combattants d'Indochine.

Correspondant « H.-R. ».

**De nombreuses manifestations
ont eu lieu dans le monde
contre l'agression américaine****Abonnez-
VOUS...**

| | |
|---------------|--------------------------|
| Nom | abonnement ordinaire : |
| Prénom | 20 F pour 6 mois |
| Adresse | 40 F par an |
| | abonnement de soutien : |
| | 40 pour 6 mois |
| | 80 par an |
| | abonnement pour |
| | l'étranger (par avion) : |
| | 120 F par an |

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source



FRONT OUVRIER

LYON : La grève à Vivalp (EX-BONLAIT)

Vivalp est une petite usine (180 à 200 ouvriers) où l'exploitation est féroce : certains ouvriers gagnent 3,25 F de l'heure, c'est-à-dire moins que le S.M.I.G. Pourtant, il n'y avait pas eu de grève depuis Mai 1968. Le syndicat unique C.G.T. est dirigé par des ouvriers mensuels qui gagnent le double du salaire moyen.

Mercrèdi 29 avril, après une réunion « d'information » de la C.G.T., les ouvriers, à l'unanimité, se mettent spontanément en grève. Dans la nuit, ils occupent l'usine ; 160 000 litres de lait sont ainsi bloqués et risquent de « tourner ». La combativité des ouvriers, notamment des immigrés, qui forment le gros du paquet, est forte : les bureaux sont bloqués par des Fenwicks, la porte principale, par un camion. La situation est bonne pour les ouvriers.

— La spontanéité de la grève et la rapidité de l'occupation n'ont pas permis au patron de faire évacuer le lait.

— D'autre part, une autre usine à Lyon est occupée, les ascenseurs Gervais Schlinder, et cela à la veille du premier mai. L'occupation de Vivalp est connue rapidement dans les autres usines.

Le lendemain, veille du premier mai, les négociations entre la CGT et le patron commencent. Les ouvriers réclament : 10 % d'augmentation, une prime de vacances de 500 F (« comme à Berliet » disent les ouvriers) et la récupération des jours de grève. La C.G.T. accepte la reprise pour 4 %, et des promesses pour une réunion devant se tenir le 12 mai. Le patron ayant posé comme principe de négociation, la fin de l'occupation : la CGT l'accepte, et sans en référer aux travailleurs. Elle fait ouvrir la porte, laissant entrer tous les flics du patron : contremaîtres, pointeurs, chef du personnel... Le secrétaire de l'U.L. C.G.T. arrive en courant,

non pas pour se renseigner sur la combativité des travailleurs, mais pour savoir si on a bien pris soin de faire évacuer les 10 000 litres de lait nécessaires aux hôpitaux, maternités. Il reviendra le soir où, dans le bureau du personnel vont se réunir les délégués C.G.T. et les ouvriers ignorant la situation et venus pour occuper. La reprise est fixée à lundi, puis samedi, enfin vendredi (1^{er} mai) « parce qu'il y a des ouvriers qui travaillent ». Les bonzes C.G.T. parlaient, au point de départ, d'un meeting le samedi, mais un délégué fait remarquer que « les ouvriers risquent de ne pas être d'accord », alors le secrétaire de l'U.L. C.G.T. décide que la reprise sera annoncée par affiches et par un communiqué dans « Le Progrès ». Les ouvriers venus occuper partent chez eux éccœurés. Et la reprise se fera petit à petit par le système des équipes, alors que l'ensemble des travailleurs de Vivalp n'a pas décidé la reprise.

Ce qui est important, dans cette grève, c'est que ce sont les ouvriers immigrés qui ont été à l'avant-garde de la lutte ; c'est de voir aussi comment le secrétaire de l'U.L. C.G.T. a tout fait pour que Vivalp ne soit pas occupé le 1^{er} mai.

Notre travail, à nous communistes, c'est de faire comprendre aux ouvriers que ce qu'a fait la C.G.T. ce n'est pas une « erreur », ou parce que les « délégués ont la trouille », mais qu'il s'agit là d'une ligne de trahison qu'on retrouve dans les autres usines, sur le terrain économique, et qu'on retrouve sur le plan politique quand il s'agit, par exemple, de faire du 1^{er} mai une journée de lutte de classe. En effet, à Lyon, aucun tract de la C.G.T. n'a été distribué appelant à la manifestation, et c'est venus d'eux-mêmes, que des ouvriers de Vivalp y sont allés et se sont alliés derrière les drapeaux rouges des communistes marxistes-léninistes.

Correspondant HR

AUX CHEMINOTS !

UNE DEUXIEME CONFERENCE NATIONALE DES CHEMINOTS SERA ORGANISEE A PARIS LE DIMANCHE 21 JUIN 1970, A L'APPEL DU COMITE D'INITIATIVE NATIONAL CHEMINOT, POUR LA CREATION ET LA COORDINATION DES COMITES DE BASE, NE DE LA PREMIERE CONFERENCE DU 7 FEVRIER 1970, SOUS L'EGIDE DU JOURNAL « FRONT-UNI ».

SONT INVITES A CETTE CONFERENCE :

a) Tous les cheminots d'accord avec l'Appel de la première conférence (voir « FRONT-UNI » n° 8, 17, rue du Sentier - Paris-2^e, ou « HUMANITE-ROUGE » n° 58).

b) Tous les comités F.U. et C.D.H.R. travaillant ou voulant travailler d'un point de vue militant sur le secteur cheminot.

c) Tous les groupes travaillant parallèlement à nous (« Action-Cheminots », Cheminots du P.S.U., etc.).

d) Comme auditeurs, les ouvriers des comités F.U. ou C.D.H.R., des secteurs public ou nationalisé, ou du secteur privé, intéressés par l'expérience cheminote et désirant s'en inspirer.

Pour toute demande de contact préalable, s'adresser soit à F.U. ou H.R. qui transmettront au Comité d'Initiative, lequel donnera le moment venu les lieux de réunions et coordonnées. Dès maintenant, retenir les congés nécessaires.

Le Comité d'Initiative National Cheminot.

MARSEILLE :

Coder : " Suite mais pas fin "

Nous avons relaté, la semaine dernière, comment le syndicat CGT et le groupuscule F.O. avaient volé au secours des patrons, appelant les travailleurs à ne pas faire grève contre les 30 licenciements qui venaient d'être rendus effectifs. L'ignominie — il n'y a pas d'autres termes — des dirigeants syndicaux est maintenant encore mieux connue que la semaine dernière, car certains éléments d'information nous manquaient.

1) Contrairement à ce prétendait le tract commun C.G.T. et F.O., « Les répercussions de la fusion en cours » n'entraînaient pas une « grave diminution des commandes ». La preuve, c'est que moins de quinze jours après les licenciements auxquels les syndicats C.G.T. et FO se sont si facilement résignés, CODER vient de procéder à une nouvelle embauche. Nous ne connaissons pas encore le chiffre exact, mais nos premières informations laissent clairement apparaître une chose : elles combleront — à très peu de choses près — les vides créés par les récents licenciements. Mais alors, pourquoi avoir fait courir le bruit de 103 licenciements, puis de 49 ? Et pourquoi finalement, avoir licencié effectivement 30 travailleurs ?

2) La réponse est simple : la liste des licenciés a été maquignonnée, et finalement arrêtée de concert entre patrons et directions syndicales.

En effet, les éléments les plus actifs de la « Gauche prolétarienne » de l'usine constituent le gros des licenciés.

On comprend dès lors la longueur des négociations et « l'alignement » final des syndicats.

Comme les patrons, les dirigeants syndicaux cherchaient depuis longtemps une occasion pour se débarrasser de ce groupe. Malgré ses positions souvent erronées, il exerçait une certaine influence sur les travailleurs, obligeant du même coup les dirigeants syndicaux à durcir leurs positions face aux patrons. Maintenant, pensent patrons et pontes syndicaux, à nous la belle vie !

3) L'influence acquise par la G.P. n'a pas toutefois été telle qu'elle soit à même de mettre en échec la collusion patrons-syndicats.

Elle n'a pu que subir la répression sans la bloquer. Pourquoi ?

Parce que la G.P. s'est toujours comportée comme un groupe d'initiés « montrant la voie » aux travailleurs, mais les tenant, en fait, à l'écart. Ainsi que le notaient récemment nos camarades de Dunkerque, le groupe G.P. des Ateliers et Chantiers de Construction Navale de Dunkerque signe ses tracts : « Ouvriers du chantier et maoïstes de la Gauche Prolétarienne ». A CODER, la situation n'était pas différente. Au lieu de choisir la voie difficile, mais seule juste, qui consiste à amener les travailleurs dans leur majorité, à rejeter la férule réviso-réformiste, à opposer un programme, une tactique, une organisation de lutte classe contre classe aux organisations réviso-réformistes, la G.P. s'est cantonnée dans la constitution d'un petit « groupe de pression », sans implantation réelle dans la masse des travailleurs de l'usine.

Ainsi que l'indiquent nos camarades de Dunkerque, la G.P. considère en fait que les travailleurs sont des moutons de Panurge, et que tout le problème avec eux consiste à mener des actions minoritaires et spectaculaires qui leur montreront « qu'il suffit d'oser pour vaincre ».

La conséquence d'une telle tactique était prévisible. Les travailleurs, y compris ceux qui ont rejeté toute illusion sur les réviso-réformistes, ne se sentaient pas concernés par les affrontements entre G.P., flics

du patron et service d'ordre C.G.T.-P.«C.»F.

Ils ne se sont pas davantage sentis concernés lorsque la répression patronale s'est abattue sur les membres de la G.P. Pontes syndicaux et patrons ont pu faire leur mauvais coup en toute tranquillité.

Nous disons aux militants sincères de la G.P. : réfléchissez à ce qui vient de se passer chez CODER, réfléchissez aussi à l'isolement que traduit le manque de réactions populaires à l'emprisonnement de vos militants et aux lourdes condamnations qui frappent certains d'entre eux à l'issue de procès uniques, où tous les témoins sont des policiers (Paris, Douai).

Malgré votre courage, croyez-vous que la cause de la révolution prolétarienne, pour laquelle vous croyez lutter, a progressé d'un millimètre de par vos actions ? Il n'y a pas de « raccourci » dans la voie de la révolution. Rien ne peut se faire sans les masses. « L'Internationale » dit fort bien :

*Il n'est pas de sauveur suprême
Ni Dieu, ni César, ni tribun
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes.*

S'il n'est pas de sauveur, il n'est pas non plus de « héros » qui puisse faire la révolution à la place du peuple travailleur. Nous sommes persuadés que la grande majorité d'entre vous comprendront, tôt ou tard, cette vérité, et rejoindront les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste.

La fermeté révolutionnaire, à l'étape actuelle, ne consiste pas à mener des actions sans implantation préalable dans les masses, des actions « pour se faire plaisir », qui ne font que prolonger l'emprise réviso-réformiste sur la classe ouvrière. La fermeté révolutionnaire, c'est d'abord, d'agir pour donner aux travailleurs et autres couches exploitées et spoliées, les moyens politiques et syndicaux d'une lutte de masse contre les patrons, leur Etat et leurs collabos.

Pas de luttes politiques victorieuses possibles sans avant-garde marxiste-léniniste à leur tête !

Pas de luttes revendicatives victorieuses possibles sans établissement de liens organisationnels (Comités de Bases, Comités de luttes, etc...) entre les ouvriers les plus conscients.

Faisant le bilan des expériences anciennes et récentes, de nombreux ouvriers et employés, à CODER comme ailleurs, sont arrivés à ces mêmes conclusions.

C'est pourquoi nous avons intitulé cet article « CODER, suite, mais pas fin ». Non ! Patrons et pontes syndicaux de CODER, vous n'êtes pas au bout de vos peines. Elles ne font que commencer !

Correspondant H.R.



AFFICHEZ " H. R. "

FRONT PAYSAN : Une action directe contre un cumulard

Un camarade, correspondant H.R. du Mans, nous a transmis l'intéressante lettre suivante, non sans l'assortir lui-même de quelques critiques, que nous ne désirons pas publier avant d'avoir soumis à nos lecteurs le point de vue de l'auteur de la lettre, authentique paysan travailleur.

Dans cette dernière, en effet, l'aspect positif l'emporte largement, nous semble-t-il, dans la mesure où étudiants et ouvriers ont actuellement pour tâche politique historique, d'écouter, d'apprendre à con-

naître et de comprendre les paysans afin de pouvoir mieux lier leurs propres luttes anti-monopolistes avec celle des campagnes.

Nous remercions et notre correspondant et le rédacteur de la lettre, d'avoir permis à notre journal d'aborder concrètement un problème paysan. Nous souhaitons recevoir davantage d'articles sur les luttes des paysans travailleurs contre les conséquences de la politique du gouvernement et de l'Etat aux mains de la bourgeoisie monopoliste.

Chers camarades,

Dans le dernier numéro de l'HR, un camarade lycéen regrette qu'il n'y ait pas d'analyses plus fréquentes de ce qui se passe sur le front paysan (dans le journal).

C'est là en effet, une carence très grave, d'autant plus qu'il existe, à l'état embryonnaire c'est vrai, un mouvement paysan sur une base anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Le problème majeur, à l'heure actuelle, me semble être l'incompatibilité entre les structures bureaucratiques du syndicalisme agricole FNSEA-CNJA et des luttes de masses qui se développent, sur le problème foncier notamment. Les syndicalistes paysans progressistes ne voient pas encore la nécessité de compter sur leurs propres forces en construisant sur la base du Front Uni anti-capitaliste et anti-impérialiste un véritable syndicat révolutionnaire.

1) Voilà, en gros, l'état actuel du mouvement paysan : les C.D.J.A. de la région Ouest, et de la plupart des régions excentrées qui mènent des luttes de plus en plus claires pour la socialisation des terres et contre les trusts (laitiers en particulier). Le Centre Régional des Jeunes agriculteurs de l'Ouest édite un journal, « Vent d'Ouest » (1) que vous devriez conseiller à vos lec-

teurs, car il est le reflet de ce que pensent actuellement les militants progressistes de ce courant.

2) Des courants minoritaires des FDSEA des mêmes régions qui se regroupent sur les bases développées par Bernard Lambert dans son livre : « Les paysans dans la lutte de classe » (Editions du Seuil).

3) Des militants du MODEF, conscients des limites de ce mouvement, mais qui préfèrent y militer plutôt que dans les syndicats à direction réformiste (C.N.J.A.) ou réactionnaires (FNSEA).

4) Des paysans isolés, écœurés par leur direction syndicale mais qui ne voient pas comment lutter en dehors des syndicats traditionnels.

Tous ces courants sont encore très embryonnaires, et les militants qui les composent n'ont pas (ou très rarement) conscience de l'état de bureaucratisation de leurs syndicats, truffés de directeurs et de salariés non paysans. Mais ils mènent, dans certains cas, des luttes de masses sur une base de plus en plus précise :

— Nécessité d'un Front Uni à la base de tous les travailleurs contre le capitalisme et l'impérialisme.

— Combat contre la propriété foncière et pour instaurer un contrôle des travailleurs sur la destination du sol.

— Combat contre l'anarchie du marché capitaliste et pour amorcer une planification des productions par les paysans travailleurs eux-mêmes.

Je vous joins la description d'une action menée récemment dans la Sarthe, et qui illustre un aspect actuel du mouvement paysan : La lutte contre la propriété foncière.

A Chahaigues, petite commune située à 40 kilomètres au sud du Mans, un propriétaire d'une ferme de 15 hectares la met en vente. Un gros marchand de bestiaux de la région parisienne se porte acquéreur au prix de un million l'hectare (le double de ce qui se pratique dans la région). Il veut y élever des chevaux.

Les paysans ne peuvent accepter que des cumulards viennent leur voler la terre. Les ouvriers et les étudiants révolutionnaires ont du mal à comprendre ce terme « cumulard ». Pour un paysan travailleur, un cumulard est un possesseur de capitaux qui vient acheter sa terre et la mettre à la porte pour le faire cultiver par ses propres ouvriers. Le combat du paysan contre les cumulards n'est pas un combat réactionnaire pour conserver la propriété du sol : c'est le combat progressiste des travailleurs qui veulent conserver leur droit au travail, car ils refusent d'être jetés comme main-d'œuvre non qualifiée et surexploitée sur le marché du travail. La terre est leur outil de travail. Ils ne veulent pas le posséder en fervents adeptes de la propriété foncière. Ils veulent l'exploiter, la travailler pour gagner leur vie. Ils sont de plus en plus conscients des limites de la propriété foncière qui, si elle leur donne la sécurité du travail, les endettent à vie et les fait mourir riches après les avoir fait trimer toute leur vie pour rembourser leurs dettes.

En apprenant cela, les responsables locaux du MODEF et du CDJA décident d'imposer au nouveau propriétaire de louer à un fermier voisin dans le besoin.

Des délégués placés dans la salle viennent informer les manifestants que le marchand de bestiaux vient d'acheter la ferme. Aussitôt les manifestants passent à l'action directe et décident de l'obliger à signer immédiatement un bail.

C'est cela qui est nouveau dans le monde paysan. Alors qu'ils ont toujours été dominés par les notables, les députés et les curés, ils osent maintenant passer à l'action directe, imposer leurs propres décisions collectives.

Ils envahissent la salle du café, coincent le nouveau propriétaire et le notaire et leur imposent les conditions du bail : la ferme sera louée 3 quintaux, pas plus. D'abord hésitant, le marchand de bestiaux décide alors d'affirmer son achat. Les manifestants dictent au notaire ce qu'il faut mettre en bas de l'acte de vente, après avoir été mis en demeure de louer à un fermier voisin dans le besoin. Tremblant de peur, le notaire s'exécute, et le marchand de bestiaux signe.

La volonté collective de 150 paysans l'a emporté sur le pouvoir de l'argent. C'est le principal, car les paysans deviennent ainsi confiants dans leurs propres forces et apprennent à ne plus craindre les notaires et les marchands de bestiaux.

Quel est le but que les paysans les plus conscients donnent à ce type d'activité de masse : imposer le contrôle collectif par les paysans (et les ouvriers autour des villes) de la destination de la terre, pour empêcher la spéculation foncière et conserver leur droit de travail. Ce combat n'est donc pas réactionnaire, et là encore, il faut que les ouvriers et les étudiants révolutionnaires y réfléchissent, pour appuyer les paysans et populariser leur action.

(1) « Vent d'Ouest ». Abonnement 20 F - CRJA, 12, rue de Strasbourg - Nantes-44.

Le Procès de NICOUD à Grenoble

UNE ETAPE IMPORTANTE POUR UNE ORIENTATION REVOLUTIONNAIRE DU MOUVEMENT PETIT-COMMERÇANT.

Quelques affrontements entre « maoïstes » et flics, des attentats, des vitres brisées, voilà ce que la presse bourgeoise retient de la journée de manifestations autour du procès de Nicoud, à Grenoble, le 30 avril. Il s'agit, en fait, d'une étape importante, malgré bien des bavures et des limites, dans la jonction du mouvement commerçant avec les autres couches populaires en lutte.

On attendait quinze mille petits commerçants. La mobilisation sur Grenoble et la région avait été faite par la collégiale locale du C.I.D. et par la « Gauche Proletarienne » ; travail important : diffusion de tracts, nombreux meetings, mais sans explication politique sérieuse (sur les thèmes de la « Nouvelle Résistance » et de l'« unité populaire »). En fait, seulement trois ou quatre mille petits commerçants étaient présents, probablement parce que la direction nationale du C.I.D. avait saboté la mobilisation. Les étudiants étaient de trois à cinq cents, avec une forte proportion d'anarchistes et de G.P.

En début d'après-midi, devait se tenir un meeting où les étudiants auraient pu prendre la parole. En fait, il n'a pas lieu : le rassemblement se rend en manifestation devant le Palais de Justice.

Les manifestants sont attendus par un dispositif policier très important, avec fusil lance-grenades qui les encerclera progressivement durant l'après-midi. De nombreuses discussions s'engagent. Rares sont ceux qui refusent de discuter avec

les étudiants. Mais les discussions sont trop souvent anecdotiques et confuses. Au fur et à mesure que les heures passent, on s'énerve et, de plus en plus, en face, les flics sont pris à partie : « Vous êtes pires que les Allemands ! ». « Vous réprimez des gens qui se battent pour leur pain ! ». « Si on vous dit de tirer, vous le ferez ? ». Puis les flics demandent aux petits commerçants de s'écarter pour qu'ils puissent « ramasser » les étudiants. Les petits commerçants refusent avec indignation et font bloc avec eux. Vers 20 heures, quelques affrontements (jets de pierre et charges). A ce moment, la détermination des manifestants est encore grande. Un peu avant 22 heures, on apprend le verdict : 2 mois de prison pour Nicoud. On hésite : est-il possible de se battre ? La G.P. donne très vite le mot d'ordre de dispersion. Le C.I.D. donne des mots d'ordre contradictoires. Une manif d'un millier de personnes part vers le centre de la ville. Une première charge de flics la divise en deux. On dresse des barricades qui ralentissent un peu la progression des flics. Derrière ces barricades, quelques dizaines de petits commerçants et d'étudiants. Contrairement à ce que raconte la presse bourgeoise, ce sont les commerçants qui se sont battus en première ligne, qui ont été les plus déterminés. Ensuite, c'est la débâcle : quelques groupes isolés jouent à cache-cache avec les flics dans les rues désertes, tandis que les commandos du C.I.D. vont briser quelques vitrines. Rien

à voir avec « l'insurrection » qu'attendait la G.P.

Il ne faut pas oublier que les commerçants présents étaient les plus progressistes, les plus déterminés, puisqu'ils étaient venus là de toute la France : il s'agissait de l'aile marchante du C.I.D.

La majorité d'entre eux se disaient prêts à l'emploi de la violence ; pas n'importe comment, pas à n'importe quelle occasion, mais pour se défendre. Seul un petit nombre refusait toute violence. Peut-on pour autant parler de violence révolutionnaire ? Non ! les choses ne sont pas aussi simples : beaucoup disent qu'ils vont disparaître, et que par désespoir, ils vont « tout casser », « faire un baroud d'honneur », position typiquement anarchiste. Mais l'ennemi est toujours désigné : les monopoles, l'Etat et ses flics ; « les casseurs, c'est toujours les flics ! », disent-ils.

La masse accueillait bien l'aide des étudiants, ce qui est nouveau. Mais la question de l'unité n'est pas vue clairement ; pour beaucoup, il s'agit d'une unité conjoncturelle « pour libérer Nicoud ». D'autres vont plus loin : « A notre tour, nous aiderons les étudiants », « Nous viendrons à vos meetings ». Mais le problème de la direction de la classe ouvrière, les principes de l'unité populaire ne sont pas abordés ; et ce n'est pas la propagande vaseuse de la G.P. qui peut éclaircir leurs idées.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir de leur profession,

très peu se font des illusions et dépendent le petit commerce. Beaucoup avancent comme revendications : « Le droit au travail, la garantie de l'emploi ». Mais la confusion est grande sur la question du pouvoir d'Etat. Pour eux, l'ennemi, c'est l'Etat en soi, le « gouvernement », le « pouvoir », « la mafia financière ».

Une conception anarchisante, anti-autoritaire semble encore prévaloir. Tant que le mouvement n'aura pas clairement désigné l'Etat des monopoles comme son ennemi, son orientation révolutionnaire ne sera pas assurée.

On peut donc distinguer dans le C.I.D. trois sortes d'éléments : des éléments avancés qui sont assez conscients et très écoutés, un centre qui forme la grande majorité, dans lequel les idées révolutionnaires pénètrent bien, concurrence avec l'idéologie anarchiste propre au milieu. La fraction réactionnaire est faible et relativement isolée.

La G.P. a une attitude opportuniste de droite par rapport au C.I.D. Elle a pratiqué avec lui à l'unité au sommet, a manifesté sur les seuls mots d'ordre : « Libérez Nicoud » et « Unité populaire », sans aucune démarcation, sans explication politique autonome. En fait, la G.P. ne voulait pas mettre la politique aux postes de commande, c'est-à-dire mener une lutte idéologique intense, faire une campagne d'explication politique en direction des petits commerçants. Elle voulait faire une (suite page 11).

CHINE 70, TRIOMPHE DE

LA PENSÉE MAOTSETOUNG

— 3 —

Restons quelques instants encore dans le village natal du Président Mao (voir « H.-R. » n° 59). Et comment ne pas raconter notre arrivée à la gare de Chaochan : droit devant nous, sur la hauteur toute proche, étincelante de blancheur sur la terre rouge du Hounan, se détache la statue de Mao Tsé toung, jeune homme quittant son village pour diriger la révolution chinoise. La main droite levée vers l'avant signifie : « Je ne reviendrais à Chaochan que lorsque toute la Chine sera émancipée ». Le Président Mao indique le chemin ; il faut suivre la voie révolutionnaire qu'il a tracée.

Aujourd'hui, une ligne de chemin de fer arrive à Chaochan, construite sous l'impulsion des Gardes Rouges pendant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne : c'est la « ligne rouge », la « ligne anti-impérialiste et anti-révissionniste ». Autant de symboles vivants au cœur du peuple chinois. Car c'est aussi de Chaochan que part, dès les années 20 de notre siècle, la « ligne rouge » de la révolution chinoise, la direction clairvoyante du Président Mao.

ORGANISER LE MOUVEMENT PAYSAN

AOÛT 1925 : depuis six mois, Mao Tsé toung est revenu à Chaochan, qu'il avait quitté à l'âge de 16 ans ; depuis six mois, il a enquêté auprès des parents et amis, auprès des paysans pauvres de sa région ; il a organisé une « école du soir des paysans », organisation légale qui couvre des activités politiques illégales ; il a créé « le groupe de vengeance et de haine », organisation clandestine anti-impérialiste et anti-féodale. Il a organisé la première cellule du Parti à Chaochan, première cellule fondée dans les régions rurales de Chine, ferme bastion pour diriger le mouvement paysan. Déjà de nouvelles écoles sont créées, les groupes essaient...

AOÛT 1925 : le Président Mao dirige à Chaochan le premier mouvement paysan d'envergure. Quelle cible vise cette première lutte ? Un propriétaire foncier de Chaochan, accapareur de céréales qu'il revend à haut prix hors du village ; les paysans démunis de leurs céréales doivent en acheter ailleurs au prix fort pour survivre. La colère gronde et sous la direction du Président Mao, les paysans s'organisent : ils montent la garde, patrouillent les rues pour empêcher le transport des céréales. Leur objectif ? Le propriétaire foncier doit vendre son blé à Chaochan au prix fixé par eux. Le propriétaire foncier cède : la victoire est totale !

Rapport est fait au seigneur de guerre local qui s'apprête à arrêter le dirigeant de la lutte, Mao Tsé toung. Des camarades de Changcha sont prévenus ; et le Président Mao quitte Chaochan sous la protection des paysans pauvres. Qu'importe ! : le travail politique y est organisé...

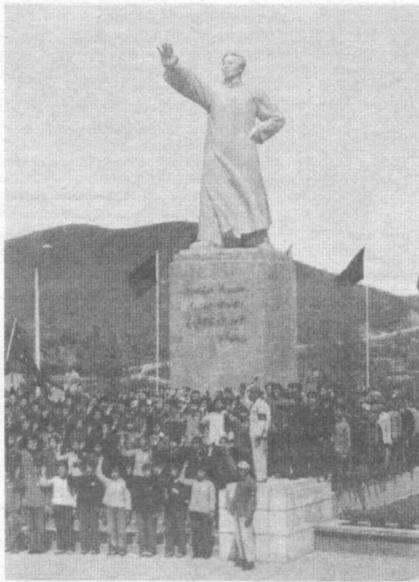
S'organiser, c'est la seule voie possible pour que les masses populaires s'émancipent. L'avait-il déjà compris, le jeune Mao Tsé toung qui, sous le mot d'ordre « organisons-nous », avait établi avec les gamins de son âge une garde collective des bœufs du village, pour se ménager du temps pour les jeux ?

Organiser, éduquer le mouvement paysan : telle est la tâche accomplie par le Président Mao, ces six mois de 1925 passés dans son village natal. De cette première expérience, il a pu faire le bilan et tirer les leçons. L'étape de Chaochan a jeté les bases solides à tout l'ensemble du mouvement paysan ultérieur en Chine. De « l'école du soir des paysans » de Chaochan à « l'Institut National du mouvement paysan à Canton » et à « l'Institut du mouvement paysan pour le Comité Central » à Woutchang, de la lutte contre le gros propriétaire foncier de Chaochan aux grandes luttes des « Unions Paysannes » d'octobre 1926 à avril 1927, est tracée la « ligne rouge » du Président Mao concernant le mouvement paysan.

L'IMPORTANCE DU MOUVEMENT PAYSAN

De son départ de Chaochan jusqu'en mars 1927, le Président Mao mène de front trois activités principales :

— entraîner et former un grand nombre de cadres pour servir d'ossature au mouvement paysan. C'est en particulier la tâche menée à bien



La statue du président Mao à la gare de Chaochan.

à Canton avec la création de l'Institut National du Mouvement Paysan (se reporter à « H.-R. » n° 58).

— diriger le mouvement paysan dans l'ensemble du pays, et en particulier dans la province dont le Président Mao est originaire, le Hounan, qui constitue le fer de lance de la lutte dans tout le pays. Que l'on compare seulement ces deux chiffres, vers avril 1927 :

- membres des « Unions paysannes » pour toute la Chine : 10.290.000 ;
- membres des « Unions paysannes » pour le Hounan : 5.180.000, soit plus de la moitié.

— livrer une lutte de tous les instants contre les opportunistes au sein du Parti. La lutte de classes acharnée qui se déroule entre les propriétaires fonciers et les paysans à l'échelle de la société se reflète inévitablement au sein même du Parti Communiste. Le Président Mao sait déjà d'expérience que, si on ne fait pas triompher une juste ligne dans le Parti à l'égard du mouvement paysan, alors c'est une ligne opportuniste



Drapeaux des unions paysannes du Hounan en 1927.

qui s'imposera et le conduira au recul et à l'échec. Aussi c'est plusieurs dizaines d'articles que le Président Mao écrit dans cette période, pour combattre les idées opportunistes et implanter dans le Parti Communiste Chinois une ligne révolutionnaire à l'égard des révoltes paysannes.

Pour bien comprendre que cette troisième tâche est indispensable pour mener à bien les deux premières, il faut savoir qu'à cette époque de nombreuses organisations du Parti Communiste, et en premier lieu le principal « dirigeant » Tchen Tou-sieou, s'alignaient purement et simplement sur les positions de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers et calomniaient tant et plus le mouvement paysan.

La ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-sieou renonçait de deux manières au rôle de direction du prolétariat :

— estimant que la bourgeoisie chinoise était plus concentrée et supérieure en nombre au prolétariat, Tchen Tou-sieou reniait le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution et remettait la direction des opérations à la bourgeoisie. Il faisait du prolétariat une force d'appoint dirigée par la bourgeoisie, pour réaliser... la révolution bourgeoise.

— estimant que la paysannerie était égoïste, conservatrice, non révolutionnaire, Tchen Tou-sieou reniait le rôle de la paysannerie comme principale force dirigée par le prolétariat.

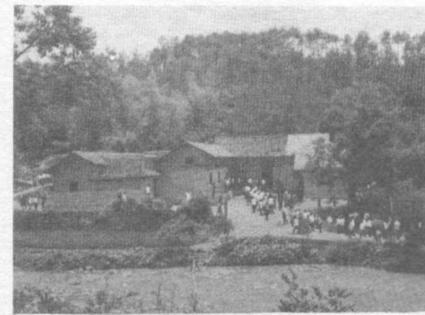
C'était là la prétendue « ligne générale » fixée par Tchen Tou-sieou pour le P.C.C. Elle montre clairement qu'une solution erronée dans le problème de la direction de la révolution va nécessairement de pair avec une solution erronée de la question paysanne.

C'est ce qui ressort encore plus nettement de la ligne avancée à la même époque par cet autre opportuniste, Tchang Kouo-tao : lui prônait en paroles la direction du prolétariat ; mais il avait le même mépris que Tchen Tou-sieou pour le mouvement paysan, selon lui les paysans voulaient seulement « un empereur bienveillant et une année de bonne récolte » ! Il reniait ainsi la principale force de la révolution chinoise, la principale force dirigée. Dans ces conditions, c'est une parole creuse que de parler de direction du prolétariat, car que dirige le prolétariat, sinon du vent ? Si le prolétariat ne dirige pas le mouvement paysan, le problème de la direction du prolétariat ne se pose plus, puisqu'il n'y a plus de dirigés !

Contre les schémas stéréotypés repris mécaniquement de l'étranger, le Président Mao s'est employé à unir la vérité universelle du marxisme-léninisme aux particularités concrètes de la Chine semi-coloniale et semi-féodale de l'époque :

— l'histoire de la Chine est scandée par d'incessantes insurrections et guerres paysannes, mais jusqu'alors toutes ont été utilisées par les classes dominantes pour des « révolutions de palais ». Dans l'époque nouvelle inaugurée par la Révolution d'Octobre 1917, la direction du prolétariat et de son Parti politique est le gage d'une victoire enfin possible du mouvement paysan jusqu'ici toujours dévoyé de ses objectifs. La direction du prolétariat et de son Parti fondé sur le marxisme-léninisme, telle est la question-clé qui décide de la victoire ou de la défaite de la révolution.

— dans la société chinoise, où la paysannerie représente 80 % de la population, le critère fondamental du rôle dirigeant du prolétariat et de son Parti, c'est sa direction du mouvement paysan. La paysannerie est la force principale de la révolution chinoise, si le prolétariat en est la force dirigeante.



Maison natale du président Mao.

Des années durant, au cœur de la lutte du peuple chinois, le Président Mao a réalisé une analyse des classes de la société chinoise et en a tiré des conclusions pour les tâches de la révolution. Tchen Tou-sieou et ses pareils ont fait également leur « analyse des classes ». Mais les conclusions respectives sont tout à fait opposées. S'agit-il de divergences de méthodes ? S'agit-il seulement de trouver la meilleure « recette » pour mener le mouvement paysan ? NON : ce qui est en question, c'est la conception du monde, c'est l'attitude par rapport au mouvement paysan.

« Certains vont dans les usines et les campagnes. Certains ont des résultats, d'autres non. Il y a un problème d'attitude, de conception du monde ».

« ÇA VA TRES MAL » - « ÇA VA TRES BIEN »

Que dit Tchen Tou-sieou quand le mouvement paysan bat son plein dans le Hounan ? : Les forces armées paysannes :

- ne doivent pas attaquer ;
- ne doivent pas être permanentes ;
- ne doivent pas s'appeler « armée d'auto-défense paysanne » ;
- ne doivent pas faire de l'entraînement militaire.

AUTANT DIRE : nous ne voulons pas de forces armées paysannes !!

Que dit le Président Mao alors ? :

« Il faut développer et généraliser les forces armées paysannes ».

« Faire en sorte que chaque jeune paysan et adolescent puisse saisir sa pique et son arme ».

Ce n'est pas une divergence de méthodes, mais bien une question fondamentale sur l'attitude des communistes par rapport au mouvement des masses : avons-nous confiance en elles, voulons-nous — dans les faits — nous appuyer sur elles et les mobiliser hardiment ?

Lors de l'impétueux mouvement paysan du Hounan, les attaques fusent : « C'est un mouvement de voyous, de fainéants » clament les hobereaux... et aussi certains membres du Parti Communiste !

Que réplique le Président Mao au « ça va très mal » des féodaux et des « révolutionnaires » en paroles ?

« Des milliers et des milliers d'esclaves — les paysans — jettent à terre leurs ennemis qui s'engraissent à leurs dépens... « ça va très bien ! »

« SANS ENQUETE PAS DE DROIT A LA PAROLE »

Changcha, importante ville du Hounan : sept ans durant, le Président Mao y a fait ses études puis y a enseigné. Suivons l'évocation de la vie du jeune étudiant à l'Ecole Normale n° 1 par une propagandiste de la pensée-maotsetoung ; elle nous apprend que l'Ecole a été par la suite incendiée par le Kuomintang ; la reconstitution de l'Ecole n'a pu avoir lieu qu'à la demande pressante des Gardes Rouges et des ouvriers révolutionnaires ces dernières années, les agents de Liou Chao-chi dans la province du Hounan ayant détourné les fonds alloués par le Comité Central du P.C.C. !

ÉTÉ 1917 : le jeune Mao Tsé toung parcourt cinq districts du Hounan. Pas de vacances douillettes ! 500 km à pied, parfois couchait à la belle étoile ou mangeait des fruits sauvages ! Après des paysans pauvres de sa province, le jeune Mao enquête sur la situation des classes à la campagne, l'exploitation et l'oppression subies par les paysans, leurs besoins, leur révolte... Les enquêtes se multiplient : en septembre 1917 avec un camarade Tsai Ho-sen ; en janvier 1918, pendant les vacances d'hiver, dans le district de Héou-liang ; en route pour Shanghai, pour le 1^{er} congrès du Parti Communiste Chinois, le Président Mao enquête dans le Chantoung...

Face au mouvement paysan, l'attitude du Président Mao est un exemple éclatant pour nous. Comme doivent nous instruire ses enseignements pour mener à bien enquêtes et recherches : avoir une position prolétarienne ferme, rechercher la vérité dans les faits, se conduire en élève modeste et procéder à une enquête marxiste-léniniste par analyse de classes. Sachons dégager la loi universelle en disséquant les faits typiques : nous ne pouvons aller dans chaque village, enquêter auprès de chaque paysan ; pour apprendre à tuer les cochons, il n'est pas nécessaire de tuer tous les cochons chinois et étrangers, ni tous les cochons noirs et tous les cochons blancs !

Là encore, c'est l'attitude idéologique qui est en cause. Que penser du programme de Wang-Ming qui copiait mécaniquement les expériences de la Révolution d'Octobre, sans enquête sur la réalité chinoise ? Il veut organiser les menuisiers et les maçons des campagnes pour réclamer 8 h de travail par jour, mais ils n'ont ni horloge, ni montre ! Il lance le mot d'ordre : « nous voulons du beurre, du pain, pas de canon » dans la montagne où on ne connaît ni le beurre, ni le canon ! Que penser de Tchen Tou-sieou qui copie mécaniquement les méthodes de la révolution bourgeoise française de 1789 dans la Chine semi-féodale et semi-coloniale de 1920 ?

SE SOUCIER DES CONDITIONS DE VIE DES MASSES

Dans les monts Tsingking, en 1928 : Les conditions de vie sont très dures ; l'hiver est extrêmement froid ; les combattants n'ont pas encore de vêtements ouatés. Ils en récupèrent un chez un despote local et le portent au Président Mao... qui le donne au camarade chez qui il loge :

— « Vous travaillez dehors où il fait froid, prenez-le ».

— « Mais pour vous aussi, il fait froid ! ».

— « Moi je travaille à l'intérieur, vous au dehors »...

Le Président Mao se soucie des problèmes concrets de la vie des paysans : leur habillement, leur nourriture, leur habitation et moyens de transport, leurs maladies, les grossesses et les accouchements. Ce sont des problèmes secondaires en apparence seulement, en fait, ce sont de grands problèmes. Si nous avons une juste solution de ces questions, nous nous unissons avec des centaines de millions de paysans et nous prendrons le pouvoir en Chine...

Chaochan encore nous a fourni un récent exemple de cette brillante attitude de classe. Peut-être était-ce à l'occasion du premier retour à Chaochan du Président Mao depuis 1927, en 1959 ? La route qui arrive à Chaochan est assez étroite et les paysans ont proposé de la transformer en vaste avenue en l'honneur du Président Mao. Celui-ci a refusé, car il ne faut pas inconsidérément « prendre la terre aux paysans » !



Aire où le président Mao, alors enfant, battait le grain.

SE TENIR EN PREMIERE LIGNE DU MOUVEMENT PAYSAN POUR LE DIRIGER

Là encore, l'histoire du Parti Communiste Chinois est riche d'exemples de deux opportunistes issus d'une conception bourgeoise du monde :

— Faut-il, comme Tchen Tou-sieou, se tenir derrière le mouvement paysan en le condamnant avec forces gestes autoritaires, ordonner aux masses de ne pas bouger dans le seul but de défendre la bourgeoisie ?

— Faut-il, comme les opportunistes « de gauche », ordonner aux masses de bouger nécessairement dans l'intention de s'opposer au Kuomintang ?

Ce sont deux attitudes de seigneurs de la bourgeoisie qui se placent au-dessus du mouvement paysan et lui donnent des ordres arbitraires.

En ce qui concerne la France, devons-nous dire : « Les paysans de chez nous sont bien moins misérables que les paysans chinois à l'époque... ils n'ont pas besoin de vêtements ouatés ; ils mangent à leur faim ; nous ne pouvons nous unir à eux, ils représentent une force réactionnaire » ? NON : dire cela, ce n'est pas avoir des divergences de tactique ou de méthodes quant au Front Uni de classes, c'est UNE QUESTION D'ATTITUDE.

Mettons-nous modestement à l'école du Président Mao : il enquête sans relâche dans sa province, il se tient aux avant-postes de la lutte des masses dans son village, il partage la vie éprouvante des combattants des monts Tsingking. Ce faisant, il met la révolution chinoise sur de bons rails, il écarte magistralement les pseudo « lignes générales » des opportunistes de tous bords, il trace la voie glorieuse de l'émancipation de centaines de millions d'hommes.

A Chaochan, nous l'avons compris. C'est tout cela que signifie la blanche statue du Président Mao, témoin émouvant de la reconnaissance du peuple chinois à son grand dirigeant, de la fidélité des masses paysannes à sa ligne et à sa pensée.

UN RICHE BILAN : SEPT ANNÉES DE TRAVAIL

Le 7 février dernier, les cheminots d'avant-garde ont créé leur « Comité National d'Initiative pour l'Unité à la base et dans l'action ». C'était la première corporation où les militants révolutionnaires se regroupaient à l'échelon de tout le pays.

Aussitôt, les censeurs de droite et de « gauche » ont entamé leur procès.

Les premiers disent : « Qu'est-ce que cette avant-garde parachutée qui prétend tout régenter ? »

Les seconds affirment : « Tous ces efforts n'aboutissent qu'à créer l'embryon d'une organisation néo-révionniste, dotée d'un programme réformiste ». « Feu sur cette ligne noire ! », etc... Nous avons déjà suffisamment réfuté ces dernières critiques, de « gauche » en apparence, mais de droite en réalité. Aussi, nous n'y reviendrons pas. Les cheminots s'en moquent, et c'est le principal. Restent les premières, celles qui contestent la légitimité révolutionnaire de notre comité.

De qui émanent ces critiques ?

Essentiellement des gens très tard venus à la lutte anti-réformiste et anti-révionniste. Ce dernier terme les écorche, d'ailleurs, car ils ne l'utilisent guère, préférant souvent employer, ce qui prouve leur grande confusion idéologique, celui de « stalinien » (pour désigner les anti-staliniens, Séguy, Krasucki et Cie !).

Pour ces camarades, tout a commencé en Mai 1968. Avant, c'était le néant.

Un mouvement local (« le mouvement du 11 mai » de Marseille), parlait, dans ses analyses, d'une « avant-garde potentielle issue de mai ».

Il écrivait froidement :

PREMIERES RESISTANCES A L'APPAREIL REVISIONNISTE DE LA FEDERATION DE LA C.G.T.

Dès la fin des années 50, de nombreux cheminots se préoccupèrent de la tactique dilatoire de la fédération C.G.T.

C'est en premier lieu dans la région méditerranéenne, et en particulier chez les roulants, que ces préoccupations se traduisirent par des actes. Puis des phénomènes analogues se produisirent dans les autres régions, en particulier le Sud-Est. Les grèves de roulants du printemps 1962 furent « le premier rayon de soleil annonçant le printemps ». Les bonzes C.G.T. et autres ne s'y trompèrent pas et firent, à cette époque, de leur mieux, pour isoler, dévoyer et briser ces luttes.

Leur besogne fut facilitée par le fait que les militants syndicaux par-

CONSEQUENCES, CHEZ LES CHEMINOTS, DE LA SITUATION DE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE

1963 fut l'année où le Mouvement Communiste et ouvrier se scinda, à l'échelle internationale et nationale, à la suite de la trahison ouverte du groupe révisionniste Krouchtchév et de ses fantoches français. C'est également à ce moment là que les éléments les plus politiquement conscients parmi les cheminots établirent le lien de cause à effet qui existait entre la trahison révisionniste à l'échelle mondiale et la politique de collaboration de classe menée à l'échelon syndical et corporatif.

De telles conceptions apparaissent, à peu de mois d'intervalle dans des centres comme Marseille, Périgueux, Clermont-Ferrand, Le Havre, Limoges, etc...

« Le prolétariat français est petit-bourgeois ; il faut remonter à la Commune pour trouver des tendances révolutionnaires » (sic !)...

« L'étonnant, c'est qu'avec une telle hérédité, la classe ouvrière ait fait Mai ! ».

Si nous citons ces lignes aberrantes émanant d'une organisation composée exclusivement de petits-bourgeois donneurs de leçons (et actuellement en recul), c'est qu'elles formulent en clair les postulats de cette prétendue « avant-garde issue de Mai » :

— Avant Mai, pas de « tendances révolutionnaires » dans le prolétariat français.

— Mépris de la classe ouvrière.

Il est vrai que les brasiers révolutionnaires de Mai 1968 furent « comme le soleil à 8 ou 9 heures du matin ». Mais depuis la commune, il y a eu de grandes luttes que nos petits-bourgeois traitent avec mépris : 1920, 1936, la résistance, les grèves de la période 1947-1953, les grèves dures qui éclatèrent à partir de 1960 (cheminots, mineurs Saviem-Caen, Rhodiaca, etc.). De même, l'action des militants ouvriers révolutionnaires ne datent pas de Mai 1968. Les mots d'ordre de Mai furent précisément ceux qu'ils s'efforcèrent, dès 1963-1964, de populariser parmi leurs compagnons de chaîne.

Dans cet ordre d'idées, les cheminots furent à l'avant-garde. C'est un fait historique contre lequel aucune manipulation ne peut rien. Il est donc naturel que ce soient eux qui se structurent les premiers, à l'échelle nationale, et formulent les premiers un programme revendicatif et une tactique de lutte à l'échelle nationale.

C'est ce que le présent bilan va établir sans la moindre équivoque.

tisans d'une « ligne dure » restaient membres « loyaux » du P.C.F. et de la C.G.T. Ils ne les remettaient en cause que sur un aspect particulier de leur politique. Pour eux, il ne s'agissait que « d'erreurs » ou de pusillanimité de certains responsables, mais non d'une ligne générale de collaboration de classe. Une telle appréciation de la situation — qui reste celle de nombreux militants cheminots — n'était évidemment pas de nature à les inciter à entamer une lutte cohérente contre la direction révisionniste de la fédération des cheminots C.G.T. Au contraire, elle les désarmait, et permettait à l'appareil C.G.T.-P.C.F. de les isoler et de les contraindre à s'incliner.

La plupart des camarades porteurs de ces conceptions éprouvèrent le besoin de se structurer politiquement. C'est pourquoi :

1) Ils engagèrent la lutte sur le plan syndical.

Un exemple, parmi beaucoup d'autres : A Marseille, dès août 1963, un camarade engagea la lutte au niveau du Bureau d'Union régionale contre un aspect particulier de la politique révisionniste : la duperie du traité de Moscou sur « l'arrêt partiel des essais nucléaires », et la campagne de pétitions organisée par la C.G.T. pour populariser cette duperie.

2) Ils engagèrent la lutte sur le plan politique, exigeant la discus-

sion publique des thèses du Parti Communiste Chinois, du Parti du Travail d'Albanie et des autres Partis restés authentiquement marxistes-léninistes.

Cela aboutit, pour ceux qui étaient membres du P.C.F., à leur démission ou à leur exclusion antistatuaire de ce Parti.

3) Ils participèrent aux premiers regroupements de militants marxistes-léninistes à l'échelon local, puis national.

LE ROLE CAPITAL DE L'HUMANITE NOUVELLE

Le numéro un de « L'Humanité Nouvelle », organe mensuel de la fédération des Cercles marxistes-léninistes de France parut en février 1965. Son rôle, dans le regroupement des cheminots ne peut être sous-estimé.

Dans ce premier numéro, en effet, un collectif de cheminots (qui signait « l'Homme d'équipe » certains de ses membres étant encore membres de la C.G.T.) posait le problème en ces termes, dans la rubrique « La parole est à la classe ouvrière » :

La juste ligne, en matière revendicative, consiste à déterminer un programme et une tactique de lutte qui répondent aux aspirations des plus larges masses des travailleurs.

— Ou bien elle (la classe ouvrière) acceptera de combattre sur le terrain et dans les formes choisies par l'adversaire, sous le prétexte d'une unité sans principes ni perspectives, et elle acceptera du même coup, de servir de force d'appoint aux dirigeants sociaux-démocrates, agents de l'impérialisme américain. Cette voie ne peut la mener qu'à la défaite.

— Ou bien elle élaborera ses propres mots d'ordre, déterminera ses formes d'action, mènera son combat sans esprit de recul et... rétablira son unité essentiellement par la lutte contre l'oppression capitaliste.

C'est cette voie, et cette voie seulement, qui mènera les cheminots, et avec eux tous les travailleurs, à la victoire.

L'« Humanité Nouvelle » salua et popularisa les luttes des cheminots qui, comme à Avignon, Nevers, Clermont, remettaient en cause la ligne de capitulation des fédérations syndicales, même si ceux qui dirigeaient ses luttes sur le plan local, n'en avaient pas conscience.

L'« Humanité Nouvelle » entama, dès le début, la lutte contre la

Les « Cercles marxistes-léninistes » qui se fondèrent en juillet 1964, regroupaient déjà un certain nombre de cheminots, tous conscients qu'il n'est pas possible de lutter efficacement sans théorie révolutionnaire et sans organisation révolutionnaire.

Ces cheminots pensaient ainsi, et agirent en conséquence, parce qu'ils étaient des prolétaires révolutionnaires, bref des communistes.

défense inconditionnelle des privilèges hiérarchiques, attitude commune à toutes les fédérations de cheminots.

Dès le numéro un, l'« Homme d'équipe » dénonçait la situation existant dans la corporation, situation caractérisée par les chiffres suivants, datant de 1964, mais toujours d'actualité :

— 172 000 cheminots gagnent moins de 700 F par mois, soit 50,1% du total, cependant que 8 100 gagnent plus de 1500 F, et quelques centaines de fonctionnaires supérieurs ont des traitements supérieurs à 7 000 F par mois.

Dans le n° 19 de l'« Humanité Nouvelle » (juin 1966), le même collectif précisait sa pensée sur ce problème dans un article intitulé « La Bourgeoisie techno-bureaucratique d'Etat ».

... Une couche privilégiée est apparue à la S.N.C.F. et... les membres de cette couche privilégiée améliorent leur position dans la même mesure que s'améliore la position d'un capitaliste privé dont l'affaire marche. Seules différences : leurs revenus ont une forme salariale, leur privilège n'est pas héréditaire. ... le recrutement de cette caste techno-bureaucratique est basé sur des critères de classe.

... Ils sont partie intégrante de la classe exploiteuse, et il est vain, dans ces conditions, de compter sur leur alliance et même sur leur neutralité en cas de grands mouvements revendicatifs.

(La C.G.T., C.F.D.T., F.O.), se font les défenseurs pratiquement inconditionnels de la caste techno-bureaucratique, partie intégrante de la classe exploiteuse.

Il importe de... porter le débat dans les masses et assurer ainsi la défaite de la bourgeoisie techno-bureaucratique et de ses complices au sein de la classe ouvrière.

LE ROLE UNIFICATEUR ET MOBILISATEUR DE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE

L'année 1966 fut précisément celle où, grâce au renforcement de l'organisation marxiste-léniniste, et sa structuration sur une base centraliste-démocratique, l'« Humanité Nouvelle » devint hebdomadaire, offrant aux cheminots révolutionnaires des possibilités considérablement accrues de populariser leurs positions et de donner à leurs camarades de travail d'autres perspectives que celles offertes par les organisations syndicales réformistes et révisionnistes.

Ainsi, dans les numéros 23, 24 et 25 de l'« Humanité Nouvelle », un collectif de cheminots, le plus important réuni jusqu'alors, publia, sous la signature de « Duballast », une étude très appréciée des cheminots les plus avancés sur la double tactique de la C.G.T. (et accessoirement des autres centrales) :

a) Contenir les luttes parties de la base, et s'il n'y a pas moyen de faire autrement, les « soutenir » comme la corde soutient le pendu.

b) Empêcher leur extension, y mettre fin sous prétexte de l'ouverture de négociations, et finalement,

brader les revendications des cheminots pour une « botte de radis ».

Examinant l'histoire des luttes revendicatives chez les cheminots, l'« Humanité Nouvelle » n° 52, du 4 mai 1967 tirait, en ces termes, les enseignements de la grande grève des cheminots de 1920 :

« Quelles leçons tirer de cette grande lutte ? »

1) La première leçon, c'est que les réformistes ont été, sont et resteront, de tous temps et pour toujours, les complices conscients de la bourgeoisie. Leur présence à la tête des luttes de la classe ouvrière est un gage de trahison et de défaite. Bien qu'il soit amer de le constater, les dirigeants révisionnistes sont les néo-réformistes de notre époque, et leur rôle est identique.

2) La grève ne peut venir à bout de l'Etat bourgeois et de son appareil répressif que si, devenant insurrectionnelle, elle devient, du même coup le cœur rouge de la lutte armée du peuple pour la démocratie populaire et le socialisme.

DES MILITANTS CHEMINOTS MARXISTES-LÉNINISTES

Mais une telle transformation qualitative de la lutte ne peut être possible que sous la direction d'un Parti authentiquement révolutionnaire fondant son action sur les principes du marxisme-léninisme.

Or, en mai 1920, un tel Parti n'existait pas encore en France ». Les auteurs de l'article ignoraient à quel point les événements leur donneraient raison, un an plus tard !

LE 17 DECEMBRE 1967, PREMIERE RENCONTRE NATIONALE DES CHEMINOTS MARXISTES-LÉNINISTES

L'année 1967 ne fut pas seulement celle où un nombre important de cheminots rallia les rangs révolutionnaires. Elle fut aussi, et ce second aspect découlait du premier, celle où la répression révisionniste déborda les rangs du P.C.F. pour atteindre ceux de la C.G.T.

Chez les cheminots, des exclusions furent prononcées. Toutes furent anti-statutaires, traduisant la peur des dirigeants révisionnistes d'avoir à défendre leurs thèses qu'ils savaient indéfendables face à des adversaires qu'ils savaient inattaquables, devant des travailleurs qu'ils savaient honnêtes. Du même coup, les dirigeants révisionnistes aidèrent les cheminots les plus déterminés à rejeter toute illusion sur les possibilités de « lutte interne » au sein de la C.G.T.

C'est alors que se tint la première rencontre nationale des cheminots marxistes-léninistes, le 17 décembre 1967. A cette réunion, où fut adopté un manifeste aux cheminots diffusé à des milliers d'exemplaires, le

camarade Aimé Delrue prononça une allocution qui se concluait par cet engagement :

« Nous, cheminots marxistes-léninistes, prenons devant la classe ouvrière et son Parti qui va renaître, envers et contre la bourgeoisie et ses complices, l'engagement de mener une lutte de principes, sans compromis ni esprit de recul, afin de faire triompher, dans les délais les plus brefs, les idéaux révolutionnaires du prolétariat, sur les plans idéologique et organisationnel. En démasquant aux yeux des cheminots les dirigeants révisionnistes qui les trompent encore, nous porterons en même temps un coup décisif au pouvoir des monopoles et hâterons sa chute.

Inspiré par l'exemple glorieux de Pierre Sémard, Jean Catelas, Georges Wodli et des milliers de cheminots tombés dans la lutte de classe et la lutte contre le fascisme, guidés par le marxisme-léninisme et la pensée-maoïstoung, en avant camarades ! Nous vaincrons ! ».

EN AVANT VERS LES COMITES DE BASE ! DEFENSE DES CHEMINOTS LES PLUS DEFAVORISÉS ! REJETONS TOUTE ILLUSION ET PREPARONS-NOUS A LA LUTTE !

Dès le n° 77 de l'« Humanité Nouvelle », (23 novembre 1967), les cheminots marxistes-léninistes lançaient le mot d'ordre « En avant vers les Comités de Base ! », à l'occasion de l'analyse de la reculade de la C.G.T. lors de la grève du 17 novembre :

« L'heure est venue pour les cheminots de passer outre les manœuvres de sabotage des dirigeants révisionnistes et de leurs complices de F.O et de la C.F.D.T. et des syndicats autonomes.

Pour défendre avec efficacité leurs revendications générales et catégorielles, pour lutter avec succès contre l'Etat patron, il est temps que les cheminots passent à la formation de leurs Comités de Base.

Il est temps pour eux de prendre en main l'élaboration de leurs cahiers revendicatifs et de déterminer les moyens de mener victorieusement la lutte de classe.

En avant pour la reprise en mains du mouvement revendicatif par les exploités eux-mêmes ».

Dans le n° 83 de l'« Humanité Nouvelle », (4 janvier 1968), un article intitulé « Comment la CGT s'est faite le défenseur efficace des couches privilégiées » donnait les chiffres suivants, quant à l'évolution des effectifs à la S.N.C.F., de 1965 à 1967.

| PERSONNEL D'EXECUTION : | |
|-------------------------|----------|
| Echelles 1 à 9 bis. | |
| 1965 : | 318 896 |
| 1967 : | 305 001 |
| | - 13 895 |
| PETITE MAITRISE : | |
| Echelles 10 à 14. | |
| 1965 : | 29 852 |
| 1967 : | 34 245 |
| | + 4 393 |
| CADRES : | |
| Echelles 15 à 19. | |
| 1965 : | 8 492 |
| 1967 : | 8 763 |
| | + 271 |

Les camarades auteurs de l'article y expliquaient comment, au lieu de défendre les travailleurs les plus défavorisés, la C.G.T. menait une politique de « clientèle » obtenant de la S.N.C.F. par le biais de reclassements la création d'échelons, etc... des augmentations déguisées pour une minorité de cheminots, cependant que l'immense majorité d'entre eux étaient victimes d'une discrimination accrue.

Ils concluaient leur étude en formulant les propositions suivantes :

« L'effort prioritaire doit porter non en paroles mais en actes, sur la revalorisation des salaires des cheminots les plus défavorisés, qui sont de loin les plus nombreux.

— La lutte doit être orientée non vers une ouverture accrue de l'éventail des salaires, mais vers la disparition des différences intolérables qui caractérisent l'état actuel des choses.

— Le but d'une organisation syndicale digne de ce nom doit être, non de s'assurer une clientèle par n'importe quel moyen, mais de rassembler sur la base de la lutte de classe, les travailleurs, cadres, techniciens, ouvriers ou manœuvres décidés à combattre pour l'abolition du patronat et du salariat. La défense des intérêts catégoriels ou de groupe ne doit pas être abandonnée, certes, mais elle doit s'insérer dans une stratégie de lutte « classe contre classe » et non s'y substituer ».

Dans les n° 92 et 93 de l'« Humanité Nouvelle », fut publiée une importante étude sur les Comités Mixtes d'Etablissements, où étaient mis en lumière le rôle objectivement corrupteur de ces organismes qui, de conquête ouvrière à la libération, sont devenus des organes sans pouvoir, où les militants ont à choisir entre l'impuissance et la collaboration de classe.

Cette étude indiquait :
« Il est indispensable... d'exercer un contrôle de la base sur les délégués de C.M.E.

Il faut que des actions de la base, à partir des revendications élaborées par elle, s'organisent parallèlement avec les séances du C.M.E...

Il faut exiger des délégués qu'ils fassent des comptes-rendus immédiats sur le tas, de manière à pouvoir prolonger et développer l'action dans les plus brefs délais ».

Elle concluait en appelant les cheminots à former, partout où cela était possible, des Comités de Base regroupant les cheminots de toute appartenance et non syndiqués, afin, notamment de contrôler l'action des représentants du personnel aux C.M.E., et contrer la pression des appareils C.G.T. et C.F.D.T.

Enfin, à la veille de la tempête révolutionnaire de Mai 1968, l'« Humanité Nouvelle » indiquait, dans un article consacré aux palinodies de la Commission mixte du Statut :

« Les cheminots doivent rejeter toutes illusions réformistes ou électoralistes et se préparer à de dures luttes de classe, où ils devront compter sur leurs propres forces, surtout pas sur celles des appareils syndicaux sclérosés, résignés, ou complices de la S.N.C.F. et du pouvoir ».

Quelques jours plus tard, la tempête révolutionnaire de Mai éclatait et s'étendait à tout le pays.

MAI 1968 ET APRES

Le printemps rouge de 1968 fut le plus grand mouvement révolutionnaire qu'ait connu la France capitaliste depuis la Commune de Paris, et nul de ceux qui y ont participé ne l'oubliera. Les générations futures en garderont l'impérissable souvenir.

Les cheminots marxistes-léninistes participèrent activement à toutes les phases de la lutte, entraînant avec eux un nombre sans précédent de compagnons de travail, dont les yeux se trouvèrent désillés par la trahison de Grenelle.

TOUS UNIS CONTRE L'ETAT DES MONOPOLES ET SES COMPLICES, LES DIRIGEANTS REVISIONNISTES

Aujourd'hui, autour du Comité National d'Initiative, la majorité des cheminots révolutionnaires accentuent leur action suivant les lignes de force que ce bilan s'est efforcé de dégager. Par ailleurs, d'autres cheminots révolutionnaires, dont les positions sont souvent très voisines des nôtres, militent au sein d'autres organismes, tels celui impulsé par les « Cahiers de Mai », ou dans les Comités P.S.U. D'autres encore, isolés ou non, mènent une lutte juste pour l'essentiel, à l'intérieur des syndicats existants.

A tous ces camarades, nous disons :

— Nous ne revendiquons aucun droit d'ainesse, et nous ne désirons pas imposer à quiconque notre « férule ».

— Nous pensons que les idées justes s'imposent par et dans l'action, et non par l'ouverture de « succursales multiples » à l'enseigne « Héritiers de Mai, appellation contrôlée ».

— Nous vous appelons à unir vos forces avec les nôtres, afin de lutter en commun contre l'Etat des monopoles et ses complices, les di-

Les mots d'ordre de Mai 1968 furent ceux-là même que les travailleurs marxistes-léninistes, au premier rang desquels les cheminots, défendaient depuis des années. C'est pourquoi, sans surestimer leurs forces, les cheminots marxistes-léninistes ont vu dans le mouvement de Mai 1968, le triomphe de leurs idées.

C'est pourquoi, loin d'en être « étonnés », comme certains petits-bourgeois, les militants communistes et révolutionnaires authentiques y ont vu le « changement qualitatif brusque » que préparaient les changements quantitatifs imperceptibles, les « pas de fourmi » que le mouvement révolutionnaire effectuait depuis des années derrière le décor rassurant de « l'inébranlable » pouvoir gaulliste et de la « grande force tranquille » de la C.G.T.

Lorsque le reflux du mouvement révolutionnaire est arrivé, les cheminots marxistes-léninistes n'ont pas davantage été surpris.

Les mesures répressive du pouvoir et des dirigeants révisionnistes n'ont eu évidemment aucune prise sur le développement des idées justes chez les cheminots.

Ni la répression policière, ni les nouvelles exclusions prononcées au mépris de toute légalité syndicaliste par les bonzes syndicaux n'ont enrayer cette progression. C'est pourquoi la création, le 7 février dernier d'un « Comité d'Initiative Nationale Cheminot pour l'Unité à la Base et dans l'Action », loin d'être une initiative artificielle, est au contraire le résultat d'années d'efforts patients et le plus souvent obscurs, de centaine de milliers de tracts distribués, d'affiches collées, de dizaines d'actions menées à la base, (parfois, comme à Clermont-Ferrand, aux côtés de ceux-là même qui, quelques mois plus tôt, avaient prononcé l'exclusion d'un militant marxiste-léniniste).

riges révisos-réformistes des organisations syndicales et politiques qui prétendent représenter la classe ouvrière.

Unis, nous serons infiniment plus forts, étant entendu que nos années de lutte nous ont préparé, pour notre part, à faire face à toutes les situations possibles.

Mais, pour le moment, les cheminots marxistes-léninistes n'ont pas de tâche plus urgente que de préparer le succès de la conférence unitaire nationale du 21 juin prochain.

Ce faisant, ils œuvreront à rassembler pour l'action, tous les cheminots révolutionnaires.

En même temps, ils montreront une fois encore aux travailleurs des autres corporations la route à suivre pour être à même de mener victorieusement les futures luttes classe contre classe.

Cheminots révolutionnaires, unissons-nous !

Travailleurs de toutes les corporations, jetons les bases de l'unité politique et syndicale révolutionnaire de la classe ouvrière !

En avant pour le succès de la conférence du 21 juin !

DEMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ

UNITÉ - CHEMINOTS
Journal du Comité National
d'Initiative Cheminots

(En dépôt à Front-Uni)

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS : UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

APPEL AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Frères émigrés, à l'instant où le gouvernement des monopoles expulse arbitrairement nos camarades, matraque les travailleurs, séquestre les militants révolutionnaires, notre devoir à tous est de s'élever fermement contre les marchands d'esclaves modernes, contre le capitalisme assassin.

Combien de camarades n'ont jamais revu leur pays, combien sont morts sur les chantiers ?

Des salaires de misère, des bidonvilles, les insultes raciales, voilà le sort des travailleurs étrangers.

Que fait le soit disant « Parti communiste » français pour nous ? RIEN !

Les émigrés ne votent pas, les émigrés ne l'intéresse pas, qu'ils restent dans leur misère !

Voilà camarades ce qu'est devenu le Parti qui a renié la lutte de classe et les prolétaires : il est devenu le meilleur valet du pouvoir des monopoles.

Que devient le travailleur émigré ? Du bétail humain. Le capitalisme s'en sert à loisir comme « briseur de grève », en disant aux travailleurs français en révolte : « Si vous mettez en grève, des arabes vous remplaceront ». C'est ce même capitalisme qui déclenche les campagnes racistes, c'est bien connu, il faut diviser pour régner car, si l'on fait suer le burnous à Paris, la bourgeoisie internationale aime à se retrouver devant une coupe de Champagne, à Rabat ou à Tunis.

Camarades, ne tombons pas dans ce piège, luttons au coude à coude avec les travailleurs marxistes-léninistes français, tous unis dans un même combat contre le même ennemi : le capitalisme.

Camarades émigrés, suivons l'exemple des peuples de Chine et d'Albanie.

Rejoignons les rangs des marxistes-léninistes français. Vive l'Union Internationale des prolétaires !

Vive la pensée du glorieux président Mao Tsé toun !

Un ancien travailleur émigré.

نداء الى العمالة المغربية

ايه اذخوة المغربون، في الوقت الذي تقدم فيه حكومة الانتقالية الجزائرية على نقي اخواننا وابعاسم واذ نداء عليهم، وفي الوقت الذي تقبض فيه كملماو محمد وانما بل المناهضة الثورية، واجبا جميعا هو انوقف صغرا واحد آ فوجه تبار الزئيق البدن في وجه الزمالية اذ نتمه... كيمرا في اذخوة العمال لم يعاروا الا وخدمهم، وما تورا بسبب اذخوة الامانة، في اذ وراش واطمانع وما نتمه ماينة، اذ جور الكيفية، المدة القيدرية، الزمنة العنصرية، نلمم هي المعاملة التي يلقاها المغربون. واذ في ما هو الادر انه قام به " الزب الشورى " لعالم العمال الابلاب لاشبه... العمال الابلاب لم يعده يدمه امرهم وامواتهم الانتخابية لم تعد رفيده، في شئى. تره؟ ما هو ميعر العمال المغربون لعد اخورا فرست في يده الزمالية، التي اجبت تستخدمهم لتساومهم العمال الفرنسيين كما امرجوا قابلية لهم اما ان تمغفلوا... واما ان يحلم ملتمم العمال العرب على اتمك اطلابه وقت تنون.....

ايه الزباب اتمدوا جميعا مع المنطقين الثوريين الحقيقيين المرئيين اللينيين وحقى تنت صم القبة الهامة وتقدر على العود في وجه الانتقالات والاعلام الانسرياس اتفقوا صفوا اخوانهم العمال المرئيين اللينيين بيس الانمان الدولى للبروتارياس ولتمجد بيقرية الزابيه العقيم موسونع مغترب في فرنسا

ENQUÊTES ET RECHERCHES

Conditions de vie des travailleurs étrangers de SIMCA au foyer du Plaisir

SIMCA Poissy - 30 000 travailleurs dont 15 000 étrangers : Espagnols, Portugais, Yougoslaves, Antillais, Réunionnais, Nord-Africains, d'Afrique Noire, Turcs, Italiens, Allemands, etc...

LES SYNDICATS

1) L'INDEPENDANT (C.F.T.). Il est quasiment obligatoire de s'y inscrire si l'on veut travailler chez SIMCA. Il est en particulier obligatoire pour les travailleurs immigrés. Ainsi, chaque mois, ces 15 000 travailleurs payent 3 F de cotisation, soit 45 000 F en tout, dont on aimerait savoir s'ils ne vont pas directement dans les caisses de la SIMCA. De plus, le délégué ramasse les cotisations à la sortie du bureau de paye, le jour de la paye. Sans doute a-t-il peur que les travailleurs oublient de le payer... Son rôle : aucune défense des travailleurs. Il dénonce les travailleurs militants ou révoltés à la direction, recherche ceux qui pourraient faire de la politique. Son alibi : c'est l'organisation d'œuvres sociales, dont des colonies de vacances pour les enfants des travailleurs. Mais pas pour les enfants des travailleurs immigrés sous-contrat, puisque ceux-ci n'ont pas le droit d'amener leur famille en France.

— la maîtrise, les chefs hiérarchiques à tous les niveaux.
— le syndicat « Indépendant ».
— un service de police intérieure formé en partie d'anciens militaires et paras O.A.S., anciens d'Algérie, etc... Tous membres de la C.F.T., et qui travaillent comme tous les ouvriers parmi lesquels ils sont mêlés. De plus, dans l'usine, l'ambassade d'Espagne a un bureau permanent, car beaucoup de travailleurs espagnols sont des réfugiés politiques. Il en va de même pour le Maroc et le Portugal.

LA VIE DANS L'USINE

Rapport avec les contremaîtres : Une partie sont corrects avec les ouvriers, mais beaucoup pratiquent racisme, insultes, brimades, etc... Parmi les nouveaux immigrés sous contrat, certains ne supportent pas de recevoir ces séries d'insultes sans broncher et soit acceptent de résilier leur contrat et retourner par leurs propres moyens au Maroc, soit ils n'acceptent pas les insultes, mais veulent rester pour des raisons matérielles ; à ce moment, on va chercher à leur faire résilier leur contrat par des moyens détournés. Exemple : on lui demandera de signer un papier présenté comme insignifiant (feuille de Sécurité Sociale), alors

reau du personnel où on lui demande de signer son compte. Etant dans son droit, il refuse. Après la sortie des travailleurs, trois contremaîtres le rouent de coups. D'autre part, le racisme entre nationalités et le fayotage sont fortement encouragés par la direction (boulots les plus durs aux Nord-Africains).

LE LOGEMENT

Pour loger les immigrés, SIMCA possède ses propres foyers qu'elle loue aux travailleurs. Il y a quatre ans seulement, c'était des bidonvilles appartenant à SIMCA à côté de l'usine. Maintenant, la plupart sont logés dans des H.L.M. à 7 ou 9 appartements de trois pièces-cuisine. Chacun paye 125 F par mois. Gain pour SIMCA : 875 à 125 F par mois pour un F-3 (cas du foyer de Plaisir).

LE FOYER DE PLAISIR

Lors de son implantation, en 1969, le Maire de Plaisir (SFIO) a mené une campagne raciste, dénonçant le danger pour la population (enfants des écoles, jeunes infirmières de l'hôpital) de la présence des travailleurs immigrés. Mais SIMCA a eu gain de cause (ce qui montre bien la prépondérance des trusts sur le pouvoir local).



C'EST CE QU'ON APPELLE UN SYNDICAT DU PATRON.

2) La CGT. De 1954 à 1962, elle a été physiquement éliminée. Elle est donc très peu développée en raison de la répression qui continue. Structure clandestine. Seuls, 2 délégués protégés par le mandat syndical, sont connus de la direction. Et ils leur est impossible de parler à un ouvrier sinon celui-ci risque le licenciement.

LA REPRESSION DANS L'USINE

Voilà comment est organisée la répression dans l'usine. Ce qui vient d'être dit sur la C.G.T. et la C.F.T. en est un exemple. SIMCA a trois services de répression :

qu'il s'agit de la résiliation de contrat. Les nationalités sont mélangées sur les chaînes et dans les ateliers. Ainsi, il est peu probable que le Portugais parlera avec son voisin de droite qui est Turc et dont le voisin de droite sera Malien, ni avec son voisin de gauche qui sera Tunisien dont le voisin de gauche sera peut-être de la Guadeloupe. Enfin, pour terminer, voici un bel exemple de la considération que la direction de SIMCA a pour les travailleurs immigrés : Un Marocain ayant eu le doigt arraché dans un accident de travail et au bout de trois mois étant toujours en congé de maladie, il est convoqué au bu-

Le foyer de Plaisir, c'est 3 H.L.M. où sont logés 600 travailleurs, la plupart Marocains. Les 3 bâtiments, faisant partie d'un ensemble de logements où se trouvent des Français, en sont isolés par un haut grillage qui en fait le tour. Il y a trois gardiens, flics de SIMCA, demandant à tout étranger au foyer, ce qu'il vient faire. Dans Plaisir, le racisme sévit à l'égard de ces Marocains. Chez la plupart des commerçants et cafés, lorsqu'il y a une queue, un Français arrivant après eux, passe devant. Si le Marocain proteste, on lui réplique qu'il n'a qu'à retourner dans son pays. De plus, souvent il paie plus cher. (suite page 11).

RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE (Suite)

(Suite de la page 12)

entretenir et à développer avec lui des relations amicales étroites dans l'intérêt des peuples de nos deux pays et de leur cause commune, la lutte contre l'impérialisme américain et la réaction internationale. Le gouvernement de la République Populaire d'Albanie, comme il l'a fait connaître publiquement par sa déclaration du 11 avril 1970, ne reconnaît pas et considère comme illégal le gouvernement fantôme de Lon Nol - Sirik Matak, instrument perfide aux mains de l'impérialisme américain, et il n'aura aucune relation avec lui.

Le peuple albanais et son gouvernement soutiennent de toutes leurs forces la juste lutte héroïque que mène le peuple cambodgien contre les agresseurs impérialistes américains et les traîtres au pays et ils sont profondément convaincus qu'en resserrant la solidarité, la cohésion et la collaboration de combat avec l'héroïque peuple vietnamien, le peuple lao et les autres peuples d'Indochine, en traduisant en vie les importantes décisions de la conférence au sommet des peuples d'Indochine et du congrès du Front-Uni National du Kampuchea, le peuple cambodgien fera progresser la lutte armée avec détermination, il marchera d'un pas ferme vers la victoire complète et il écrasera entièrement les agresseurs américains et leurs valets. Dans cette juste lutte, le peuple cambodgien et les autres peuples d'Indochine ne sont pas seuls, ils jouissent de la sympathie et du soutien multilatéral de tous les peuples épris de liberté et des forces anti-impérialistes du monde.

Le peuple albanais et le gouvernement de la République Populaire d'Albanie exprimant encore une fois leur solidarité et leur soutien entier et résolu à la lutte du peuple cambodgien, souhaitent au chef de l'Etat Samdech Norodom Sihanouk et au gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge présidé par Samdech Penn Nouth, un plein succès dans l'organisation et la mobilisation sur une plus grande échelle de toutes les forces patriotiques cambodgiennes pour la réalisation des décisions du congrès du Front-Uni National du Kampuchea et des profondes aspirations de votre peuple à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté nationale.

(suite de la page 10).

Ils n'ont pas le droit d'amener leur famille. Ils n'ont pas le droit de recevoir de femmes.

Le transport à l'usine est organisé par SIMCA : 44 francs par mois : 6 cars dégueulasses et puants.

Les horaires de travail : 15 jours de travail de jour alternent avec 15 jours de travail de nuit. A raison de 10 heures pour le travail de jour et 9 heures 15 pour le travail de nuit. Avec le transport, ils sont obligés de se lever à cinq heures du matin pour rentrer à six heures du soir, ce qui fait treize heures de travail effectif.

LE RECRUTEMENT

Comment sont recrutés les Marocains ? Il existe pour le recrutement au Maroc, une commission formée de membres de SIMCA, de l'O.N.I. et d'autorités marocaines. Après une propagande mirifique, qui leur fait quitter leur travail (certains étudiants arrêtent même leurs études), après une sélection (tests dynamométriques, agilité manuelle, examen de la dentition, chevelure, coordination des mouvements, ouïe, bonnes mœurs, bonne moralité, casier judiciaire) ils signent un contrat. Culture minimum exigée égale juste le nécessaire pour comprendre les ordres. SIMCA refuse toute qualification. Phrase d'un contre-maître : « Ici il n'y a pas de métier, tous manœuvres ou vous partez ».

On leur promet le voyage retour gratuit au cas où ils ne seraient pas satisfaits.

Sur ceux qui se présentent, il faut compter 40 % de rejetés.

Le contrat est établi pour une durée de six mois ; et ont leur promet qu'ils resteront au-delà du contrat. D'ailleurs, ils ne viendraient pas pour six mois.

Or, il se trouve qu'au mois d'avril, 340 d'entre eux, arrivés au bout de leur contrat de six mois, n'ont pas vu celui-ci renouvelé. Ils se sont vu signifier qu'ils n'avaient qu'à aller se fai-

re prendre ailleurs. Evidemment, le voyage de retour est à leur charge. Mais le plus grave, c'est que SIMCA leur a refusé une attestation de travail et même le certificat qu'ils ont travaillé chez SIMCA, ce qui leur aurait permis de faire une demande de carte de travail, laquelle permet de trouver un autre travail en France, donc de rester en France.

Quelle en est la raison ? Il y a les intérêts propres de SIMCA, et ceux du patronat français, représentés par l'ONI. SIMCA a intérêt à ne pas garder ses travailleurs plus de six mois pour ne pas payer l'augmentation due à l'ancienneté et ne pas être tenu au préavis de licenciement (un mois de préalable payé). De plus elle évite toute possibilité d'organisation des travailleurs immigrés. Cependant tous ne sont pas renvoyés. SIMCA développe ainsi la division et l'insécurité au sein des travailleurs et les accule au fayotage et à la passivité. Chacun espérant être conservé, personne ne proteste. Jusqu'à plus ample information, plus de 50 % seraient licenciés.

Quant à l'O.N.I. (Office National d'Immigration) c'est l'organisme qui régularise et contrôle les effectifs des travailleurs immigrés en France. Il contrôle donc le taux de chômage. Il n'a par conséquent pas intérêt à voir tous les six mois les travailleurs licenciés de chez SIMCA débarquer sur le marché français du travail. Il faut donc qu'ils soient obligés de rentrer au Maroc. D'où le fait qu'ils ne peuvent avoir de carte de travail, le contrat en tient lieu pendant les six mois.

Il y a en France près de trois millions de travailleurs immigrés (et encore ce chiffre ne concerne-t-il pas les clandestins) qui subissent un sort analogue.

Ces renseignements sont le fruit de longues discussions avec des camarades Marocains.

Comité Travailleurs Immigrés Plaisir-Grignon

République Démocratique du Vietnam

Pham Van Dong, Premier ministre du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, a adressé au nom du gouvernement de la R.D. du Vietnam, un message à Samdech Penn Nouth, Premier ministre du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge, le reconnaissant comme le seul gouvernement légitime et légal. Le message dit notamment :

« A l'occasion de la formation du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam reconnaît le gouvernement royal d'Union Nationale, présidé par votre Excellence, comme le seul gouvernement légitime et légal du Cambodge, et d'adresser à votre Excellence et aux autres membres du gouvernement mes meilleures félicitations. »

G.R.P. du Sud-Vietnam

Huynh Tan Phat, Président du gouvernement Révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam, a adressé un message à Samdech Penn Nouth, où il est dit notamment :

« Nous éprouvons une grande joie pour la formation du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge avec Samdech comme Premier ministre. Nous avons l'honneur d'informer Samdech que le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam a reconnu le gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge comme étant l'unique gouvernement légal et légitime du Cambodge. »

A cette occasion, au nom du peuple et du Front National de Libération et du G.R.P., de la R.S.V.N.

(suite de la page 5).

journee insurrectionnelle : « Peut-être le début d'un nouveau Mai » (sic.) ; ce qui était doublement faux, car :

1) La mobilisation n'était pas assez grande pour une lutte de masse contre les flics ;

2) C'était croire que ce mouvement pouvait servir d'avant-garde tactique au prolétariat. L'unité ne se fait pas par la seule coexistence de deux groupes en face des flics, ni par l'utilisation de la violence.

Répetons-le : la violence ne peut être un critère décisif de l'analyse de classe.

Aspects positifs de cette journée : beaucoup de conversations intéressantes, même si elles étaient confuses. Pour la première fois, des étudiants se sont joints à une manifestation de petits commerçants, pour la première fois, dans une manifestation du C.I.D., on a entendu « l'Internationale », au lieu de la Marseillaise.

Plusieurs leçons peuvent déjà être tirées. D'abord, le mouvement commerçant se développe et se radicalise : pour le C.I.D., il n'est plus question de négociations et de conciliations. Mais il y a une contradiction entre le développement de ce mouvement petit-bourgeois combatif, qui tend à rechercher la direction de la classe ouvrière, et le fait que la classe ouvrière ne puisse exercer cette direction tant qu'elle est sous l'emprise du révisionnisme. En direction des petits commerçants, nous devons trouver des mots d'ordre de lutte qui les unifient avec les ouvriers et les étudiants : par exemple, la garantie de l'emploi, la lutte contre la répression. Mais surtout, il faut renforcer les éléments avancés du CID, travailler dans leur direction prioritairement. Eux seuls pourront diffuser les idées justes dans le mouvement de masse. Les marxistes-léninistes devront insister sur la question du pouvoir d'Etat, qui est fondamentale, et sur les perspectives que peut donner le socialisme dans sa phase de démocratie populaire, aux commerçants : une reconversion qui ne soit pas une liquidation, et le droit au travail.

ainsi qu'en notre nom personnel, nous tenons à exprimer à Samdech et, par l'intermédiaire de Samdech, au F.U.N.K., au gouvernement royal d'Union Nationale et au peuple cambodgien, nos félicitations les plus chaleureuses et notre soutien total » (...)

R.P.D. de Corée

Kim Il sung, Président du Conseil des ministres de la République Populaire Démocratique de Corée, a envoyé un message à Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et Président du Front-Uni National du Kampuchea, saluant la formation du gouvernement royal d'Union Nationale et le reconnaissant comme seul gouvernement légal. Le message dit notamment :

« A l'occasion de la formation du gouvernement royal d'Union Nationale, placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea avec Samdech Penn Nouth comme Premier ministre, j'accueille chaleureusement, au nom du gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée et du peuple coréen tout entier et en mon nom personnel, ce gouvernement comme le seul gouvernement légal du Cambodge et je vous adresse mes félicitations chaleureuses, à vous et au peuple cambodgien ami. »

CUBA

D'autre part, Fidel Castro, Premier ministre du gouvernement Révolutionnaire de Cuba, et Osvaldo Dorticos, président de la République de Cuba, ont également adressé un télégramme de félicitations à Samdech Norodom Sihanouk à l'occasion de la formation du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge.

FAITES CONNAITRE LE MARXISME-LÉNINISME !

EDITION NAIM FRASHERI de TIRANA

- STALINE :
 - le marxisme et les problèmes linguistiques 2,00 F
 - des principes du léninisme 3,00 F
 - problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. 2,00 F
 - la clique des révisionnistes de Belgrade traître au marxisme-léninisme et agent de l'impérialisme 1,00 F
 - les idées marxistes-léninistes triompheront du révisionnisme (volume II) 1,00 F
 - opposons-nous au révisionnisme pour la défense du marxisme-léninisme et l'unité du mouvement communiste international 1,00 F
 - la vérité sur les relations soviéto-albanaïses 1,00 F
 - position de la R.P. d'Albanie à l'égard du traité de Varsovie 0,50 F
 - à la veille de la farce révisionniste de Moscou 0,50 F
 - la démagogie des révisionnistes ne peut couvrir leur visage de traître 0,50 F
 - l'alliance soviéto-américaine en action contre le peuple tchécoslovaque 0,50 F
 - feu sur la trahison révisionniste 1,50 F
 - la classe ouvrière des pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du prolétariat 0,50 F
 - la République socialiste de Tchécoslovaquie dans l'état des révisionnistes soviétiques 0,50 F
 - les révisionnistes soviétiques et la Tchécoslovaquie 0,50 F
 - où va la Tchécoslovaquie ? 0,50 F
 - bulletin d'information du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie (n° 3, 1969) 1'00 F
 - ENVER HOXHA :
 - rapport d'activité au V^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie 2,00 F
 - discours 67-68 4,00 F
- En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e ;
Ou par notre intermédiaire à l'H.R., BP 134, Paris-20^e.

SUPPLÉMENTS A L'HUMANITE ROUGE

- histoire du Parti du Travail d'Albanie (1^{er} et II^e chapitres) 2,00 F cheque
- Ho Chi-minh leader vénéré du peuple vietnamien, suivi de « procès de la colonisation » d'Ho Chi-minh 2,00 F
- A. DELRUE : collaboration ou lutte de classe ? 2,50 F
- plateforme étudiante (supplément au numéro 44) 2,50 F
- en avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat 2,00 F

(Pour toute commande passant par notre intermédiaire, règlement au C.C.P. H.R. - La Source 30226-72 ou en timbres-postes en ajoutant 0,80 F de frais d'envoi pour un seul exemplaire, 2 F pour deux et plus, et 6 F pour plus de 10).

CAMBODGE :

Proclamation du Gouvernement Royal d'Union Nationale

Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et Président du Front-Uni National du Kampuchea, a rendu publique aujourd'hui au cours d'une conférence de presse, la proclamation du gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du F.U.N.K. En voici le texte intégral :

Proclamation du gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea.

« Dans son message solennel à la nation khmère, en date du 23 mars 1970, Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement royal d'Union Nationale, placé sous l'égide du F.U.N.K.

Aujourd'hui, à la suite du congrès extraordinaire réunissant à Pékin les représentants qualifiés de différents milieux de la société khmère, est formé le nouveau gouvernement royal d'Union Nationale, placé sous l'égide du F.U.N.K. et dont le Premier ministre est M. Penn Nouth.

Ainsi qu'il a été défini dans la proclamation précitée du chef de l'Etat, la mission essentielle du nouveau gouvernement consiste à exécuter fidèlement et entièrement le programme politique du F.U.N.K. :

1° Unir notre peuple tout entier pour lutter contre toutes les manœuvres et agressions des impérialistes américains et renverser la dictature de leurs valets avec Lon Nol - Sirik Matak en tête.

2° Bâtir, après la victoire totale, un Cambodge indépendant, pacifique, neutre, démocratique et prospère.

A cette occasion, le nouveau gouvernement d'Union Nationale, placé sous l'égide du F.U.N.K., tient à réaffirmer solennellement sa qualité de seul gouvernement légal et légitime de la nation khmère tout entière à l'exclusion du régime réactionnaire fasciste et raciste de Phnom-Penh.

A ce titre, il proclame solennellement :

1° La condamnation par le peuple khmer de la clique des traîtres Lon Nol - Sirik Matak qui ont saboté et détruit l'indépendance, la paix et la neutralité du Cambodge au profit de l'impérialisme américain dont les troupes, appuyées par celles de Saïgon, ont envahi et occupé massivement le territoire national, au mépris de toutes les lois internationales pour réprimer notre peuple.

2° Que la politique extérieure du Cambodge est, et restera, celle de l'indépendance nationale, de paix, de neutralité et de non-alignement, de solidarité et d'amitié avec tous les peuples et gouvernements épris de paix et de justice.

Dans cet esprit, le nouveau gouvernement royal d'Union Nationale, placé sous l'égide du F.U.N.K., proclame son respect absolu de tous les traités, accords et conventions internationaux que le Cambodge a signés jusqu'à la date du 18 mars 1970.

Considérant par ailleurs que le peuple cambodgien lutte pour recouvrer ses droits sacrés à l'indépendance et à la souveraineté nationale contre l'oppression des impérialistes américains et de leurs laquais de Phnom-Penh et que cette lutte est

Cet encouragement, cette sympathie et ce soutien pourraient se traduire par la reconnaissance de notre gouvernement comme le seul gouvernement légal et légitime du Cambodge par un nombre de plus en plus important de peuples et de gouvernements amis.

Pour sa part, le peuple khmer, sous la direction du F.U.N.K. et de son Président le prince Norodom Sihanouk, est disposé à accomplir tous les sacrifices pour parvenir à la victoire finale contre les



Samdech Norodom Sihanouk et le président Mao Tsé-toung aux fêtes du 1^{er} Mai sur la place Tien An Men.

commune à tous les peuples indochinois victimes de l'impérialisme américain,

Et confiant dans la justesse de la lutte qu'il mène actuellement contre l'agression ouverte et massive des forces armées des impérialistes américains et dans la victoire finale, le gouvernement royal d'Union Nationale, placé sous l'égide du F.U.N.K., a la certitude de trouver à partir d'aujourd'hui un encouragement, une sympathie militante et un soutien fraternel de la part de tous les peuples et gouvernements épris d'indépendance, de paix et de justice dans le monde.

impérialistes américains et leurs hommes de mains de la clique Lon Nol - Sirik Matak, car la lutte actuelle est déterminante pour la liberté et la dignité de nos générations futures et essentielle pour l'indépendance, la liberté et le progrès des peuples indochinois et ceux du monde.

Vive le F.U.N.K. !

Vive Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et Président du F.U.N.K. !

Le peuple khmer vaincra ! »

RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE :

République Populaire de Chine

Pékin, 5 mai (« Hsinhua ») - Chou En-Laï, Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République Populaire de Chine, a écrit aujourd'hui une lettre à Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et Président du F.U.N.K., et à Samdech Penn Nouth, Premier ministre du gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du F.U.N.K. Dans sa lettre, le Premier ministre Chou En-Laï, au nom du gouvernement chinois, reconnaît officiellement le gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea. Voici le texte intégral de la lettre :

« Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et Président du Front-Uni National du Kampuchea,

Samdech Penn Nouth, Premier ministre du gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du F.U.N.K.,

A l'occasion de la proclamation officielle du gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea, je tiens, au nom du gouvernement et du peuple chinois, à vous adresser, et à travers vous, au vaillant Peuple Cambodgien, mes plus chaleureuses félicitations et ma plus haute estime.

Le gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du F.U.N.K. a été fondé au moment grave où l'impérialisme américain a envahi sans vergogne le Cambodge : il est né dans les flammes ardentes de la lutte armée que le Peuple Cambodgien, en répondant à l'appel solennel et déclaration en cinq points du 23 mars de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, mène contre l'impérialisme américain et son laquais, la clique de trahison nationale Lon Nol - Sirik Matak. Sa

fondation marque le début d'une nouvelle phase historique de la lutte patriotique du peuple cambodgien contre l'impérialisme américain.

Le gouvernement chinois déclare solennellement : il reconnaît officiellement le gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea comme étant l'unique gouvernement légal du peuple cambodgien, rompt officiellement toutes ses relations diplomatiques depuis longtemps rompues avec la clique traîtresse de droite Lon Nol - Sirik Matak, et retirera de Phnom-Penh la mission diplomatique, le personnel et les experts chinois.

Le gouvernement chinois a la ferme conviction qu'en s'unissant étroitement avec les peuples frères du Vietnam et du Laos, avec tous les pays et peuples épris de paix dans le monde, et en persévérant dans la lutte armée, dans une lutte de longue haleine, le peuple cambodgien et le gouvernement royal d'Union Nationale, sous la direction du chef de l'Etat Samdech Norodom Sihanouk, pourront à coup sûr remporter la victoire totale dans leur lutte de résistance patriotique contre l'agression américaine. L'impérialisme américain sera vaincu !

La clique de trahison nationale Lon Nol - Sirik Matak sera battue !

L'héroïque peuple cambodgien triomphera !

Je saisis l'occasion qui m'est donnée pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

Signé :

Chou En-Laï,
Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République Populaire de Chine. »

République Populaire d'Albanie

Tirana, 5 mai (« Hsinhua ») - Haxhi Lleshi, Président du Presidium de l'Assemblée Populaire de la République Populaire d'Albanie, et Mehmet Chehou, Président du Conseil des ministres de la République Populaire d'Albanie, ont adressé un télégramme à Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et Président du Front-Uni National du Kampuchea, et à Samdech Penn Nouth, Premier ministre du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge placé sous l'égide du Front-Uni National du Kampuchea, reconnaissant le gouvernement royal d'Union Nationale placé sous l'égide du F.U.N.K., rapporte « Ata ». Voici le texte intégral du télégramme :

« Le peuple albanais et le gouvernement de la République Populaire d'Albanie ont accueilli avec une satisfaction particulière la réunion au congrès du Front-Uni National du Kampuchea, l'adoption du programme du Front à ce congrès et la formation du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge nommé par le chef de l'Etat Samdech Norodom Sihanouk. A cette occasion, au nom du peuple albanais, du gouvernement de la République Populaire d'Albanie et en notre propre nom, nous adressons à vous et par votre entremise au peuple cambodgien ami et à son gouvernement nos salutations les plus cordiales et nos meilleurs vœux de nouveaux succès plus grands encore dans le renforcement de la juste lutte du peuple cambodgien contre l'impérialisme américain et ses complices.

Le gouvernement de la République Populaire d'Albanie reconnaît le gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge présidé par Samdech Penn Nouth, comme le seul gouvernement légal du Cambodge et il exprime son désir et sa disposition à (suite page 11, 1^{re} colonne).